



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 FEVRIER 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 5 février 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 février 1902, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal, de nommer MM. Prudent Dumas et Alphonse Bonneau, conseillers de la municipalité de Saint-François de la Rivière du Sud, comté de Montmagny. 695

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 décembre 1901, de nommer MM. Auguste Oscar Cloutier, médecin, de Nicolet; Joseph Edouard Vanasse, médecin, de la paroisse de Saint-Maurice, et Olivier Ernest Milot, de Louiseville, coronier-joint, du district de Trois-Rivières. 693

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26e jour de janvier 1902, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le :

District de Joliette. — Norman McLeod Carswell, commerçant, de Joliette.

District de Beauharnois. — Auguste Hébert,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th FEBRUARY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 36

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Quebec, 5th February, 1902.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint, pursuant to the provisions of article 327 of the municipal code, Messrs. Prudent Dumas and Alphonse Bonneau, councillors for the municipality of Saint François de la Rivière du Sud, county of Montmagny. 696

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of December, 1901, to appoint Messrs. Auguste Oscar Cloutier, physician, of Nicolet; Joseph Edouard Vanasse, physician, of the parish of Saint Maurice, and Olivier Ernest Milot, of Louiseville, joint coroner of the district of Three Rivers. 694

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th day of January, 1902, to associate to the commission of the peace for the :

District of Joliette. — Norman McLeod Carswell, trader, of Joliette.

District of Beauharnois. — Auguste Hébert,

Joseph Leduc et Henry Reid, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois.
District de Gaspé.—William McClelland et Pierre Fradette, cultivateurs, de Saint-Charles de Caplan, comté de Bonaventure. 621

Joseph Leduc and Henry R parish of Saint Clement, county of Beauharnois.
District of Gaspé.—William McClelland and Pierre Fradette, farmers, of Saint Charles de Caplan, county of Bonaventure. 622

ERRATUM.

A la page 320, de la *Gazette Officielle* du premier février 1902, dans la proclamation, lisez : canton Brompton au lieu de Brampton.

ERRATUM.

Page 320, of the *Official Gazette* of the 1st of February, 1902, in the proclamation, read : township of Brompton instead of Brampton.

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1° Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2° Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3° Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désigné en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, in virtue of the provisions of article 5662 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Minister of Lands, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Lands, Mines and Fisheries, remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

Et ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres, Mines et Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction des plan et livre de renvoi du cadastre du canton Brompton, dans la division d'enregistrement du comté de Richmond.

Et ATTENDU que les dit plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau ; Et ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiées par le dit Ministre des Terres, Mines et Pêcheries a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de RICHMOND, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine les dimanches et les fêtes exceptés ; Et ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre des Terres, Mines et Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent ;

Et ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le QUINZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de RICHMOND, relativement au canton de BROMPTON, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit QUINZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de RICHMOND, relativement au canton BROMPTON ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit QUINZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

637

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Lands, Mines and Fisheries of Our province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, plan and book of reference of the cadastre of the township of Brompton, in the registration division of the county of Richmond.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Lands, Mines and Fisheries, and remain of record in his office ; AND WHEREAS copies of such plan and book of reference certified by the said Minister of Lands, Mines and Fisheries, have been deposited in the office of the registrar of the registration division of the county of RICHMOND, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Lands, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the FIFTEENTH day of the month of FEBRUARY next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of RICHMOND, respecting the townships of BROMPTON, forming part of the said registration division.

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said FIFTEENTH day of the month of FEBRUARY next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of RICHMOND, respecting the township BROMPTON ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of RICHMOND, to renew the same within the period of two years after the said FIFTEENTH day of the month of FEBRUARY next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

In TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SECOND day of the month of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the first year of Our Reign.

By Command,

ADELARD TURGEON.

638

Provincial secretary.

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIÈME jour du mois de FEVRIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au QUATRIÈME jour du mois de FEVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au TREIZIÈME jour du mois de FEVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le TREIZIÈME jour du mois de FEVRIER prochain, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant - Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

379

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTH day of the month of FEBRUARY next—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTH day of the month of FEBRUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the THIRTEENTH day of the month of FEBRUARY next, so that neither you nor any of you, on the said FOURTH day of the month of FEBRUARY next, at our City of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the THIRTEENTH day of the month of FEBRUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

380

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1902, incorporant François-Xavier Bertrand, manufacturier ; Noé Dussault, comptable ; Evariste Berthiaume, contre-maître mécanicien ; Joseph de Labroquerie Taché, notaire ; Joseph Cyprien Desautels, notaire, et Louis Paul Morin, manufacturier, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, pour les fins suivantes, savoir :

L'industrie de la fonderie et des constructions mécaniques en fer, bois et autres matières, et des réparations qui s'y rattachent.

Le commerce de tous les produits de la dite industrie et des produits manufacturés ou matières premières qui s'y rattachent, et des machines, marchandises et fournitures utilisées comme accessoires dans les établissements, possédant et employant les produits de la dite industrie.

L'exploitation de brevets et autres droits de propriété sur les produits fabriqués, sur les marchandises vendues ou sur les procédés appliqués par la dite compagnie, sous le nom de La Compagnie

Government Notices

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1902, incorporating François Xavier Bertrand, manufacturer ; Noé Dussault, accountant ; Evariste Berthiaume, machinist foreman ; Joseph de Labroquerie Taché, notary ; Joseph Cyprien Desautels, notary, and Louis Paul Morin, manufacturer, all of the city of Saint Hyacinthe, for the following purposes, namely :

The foundry business and mechanical construction in iron, wood and other materials, and the repairs connected therewith.

Dealing in the products of the said industry and of the manufactured products or iron materials connected therewith, and of machinery, merchandize and furnishings utilized as accessories in the establishments, possessing and using the products of the said industry.

Using patents and other rights of ownership on the products manufactured, on the merchandize sold or on the processes applied by the said company, by the name of "La Compagnie F. X. Ber-

gnie F. X. Bertrand, avec un fonds social de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en neuf cent soixante actions (960) de cinquante piastres (\$50) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de janvier 1902.

JOS. BOIVIN,

619

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trente janvier 1902, incorporant Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, marchand; Joseph Edouard Charbonneau, comptable; Georges McNally, comptable; Frédéric Clément dit Larivière, carrossier, et Philippe Clément dit Larivière, commis-marchand, tous sujets britanniques, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: la fabrication, la vente et le commerce en général de voitures et véhicules de tous genres, et des accessoires s'y rapportant, avec pouvoir d'acquérir, posséder, jouir ou louer toute propriété immobilière nécessaire ou convenable pour l'exploitation du dit commerce, sous le nom de "La Compagnie A. C. Larivière," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions (100) de cent piastres (\$100.00), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trente-unième jour de janvier 1902.

JOS. BOIVIN,

617

Sous-secrétaire de la province.

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE QUEBEC.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 janvier 1902, de nommer M. J. X. Perrault, chevalier de la légion d'honneur, de la cité de Montréal, troisième membre du conseil d'arbitrage et président de ce conseil, et ce sous l'autorité de l'Acte 1 Edouard VII, chapitre 31, section 15, paragraphe 4.

En conséquence, et conformément aux dispositions du dit acte, section 15, paragraphe 6, je donne avis que la formation du conseil d'arbitrage pour le règlement des différends autres que ceux entre compagnies de chemin de fer et les employés à la construction ou à l'exploitation des chemins de fer est maintenant complétée, et que les membres du dit conseil sont les messieurs suivants:

J. X. Perrault, chevalier de la légion d'honneur, de la cité de Montréal, président.

George Darveau, courtier, de la cité de Québec, représentant les patrons.

Joseph Tanguay, cordonnier-monteur, de la cité de Québec, représentant les employés.

FELIX MAROIS,

Greffier des conseils de conciliation

et d'arbitrage.

Département de la Colonisation

et des Travaux Publics.

Québec, 4 février 1902.

635

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du trente janvier 1902, incorporant Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills; John Tourigny, manufacturier, de la ville de Windsor Mills; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor; William Finlay, surintendant du moulin à papier, à East Angus, tous dans la province de Québec, et Victor Côté, contre-maître, de Turners Falls, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, pour les fins suivantes, savoir: acquérir par achat, transport, demande ou autrement, et employer, louer, vendre ou en dispo-

trand", with a capital stock of forty-eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into nine hundred and sixty (960) shares of fifty dollars (\$50.) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of January, 1902.

JOS. BOIVIN,

620

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1902, incorporating Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, merchant; Joseph Edouard Charbonneau, accountant; George McNally, accountant; Frédéric Clément dit Larivière, carriage-maker, and Philippe Clément dit Larivière, clerk, all british subjects, of the city of Montreal, for the following purposes, namely: the manufacturing, sale and trade in general in carriages and vehicles of all kinds and the accessories, with power to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands tenements and real estates that may be demand proper for said trade, by the name of A. C. Larivière, with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred shares (100) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirty first day of January, 1902.

JOS. BOIVIN,

618

Deputy Provincial Secretary.

THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of January, 1902, to appoint Mr. J. X. Perrault, knight of the legion of honor, of the city of Montreal, third member of the council of arbitration and president of this council, under the authority of the Act 1st Edouard VII, chapter 31, section 15, paragraph 4.

Accordingly, and pursuant to the provisions of the said act, section 15, paragraph 6, I give notice that the formation of the council of arbitration for the settlement of disputes other than between railway companies and wage earners employed in respect of railway construction or traffic on railways, is now completed, and that the members of the said council are the following undersigned:

J. X. Perrault, knight of the legion of honor, of the city of Montreal, president.

George Daveau, broker, of the city of Quebec, representing the employers.

Joseph Tanguay, master, of the city of Quebec, representing the employees.

FELIX MAROIS,

Clerk of the councils of conciliation

and of arbitration.

Department of Colonization,

and Public Works.

Quebec, 4th February, 1902.

636

Public notice is hereby given that under "the Joint Stock Companies Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1902, incorporating Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills; John Tourigny, manufacturer, of the town of Windsor Mills; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor; William Finlay, paper mill superintendent, at East Angus, all in the province of Quebec, and Victor Côté, foreman, of Turner's Falls, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, for the following purposes, namely: to acquire by purchase, conveyance, application or otherwise, and to employ, lease, sell or

ser autrement, toutes inventions, ou brevets d'invention, ou tous droits de se servir de, ou employer toutes inventions en rapport avec la production d'articles en laine, ou en autres matériaux; acheter, manufacturer et vendre les articles produits d'après des inventions et brevets d'invention; emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des débetures, hypothéquer ou charger toute l'entreprise, ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et d'émettre, tirer, faire, accepter et négocier, tous lettres de change, billets promissoires ou autres effets négociables sous le nom de "The Laineau Manufacturing Company", avec un fond social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cinquante piastres (\$50) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trente-unième jour de janvier 1902.

633

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

No 2440.96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, les lots Nos 211 et 212, côte Saint-Godfroid, paroisse de Saint-Sauveur, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Mille-Isles No 1," comté d'Argenteuil.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

651

No 3318.01

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Médard de Warwick, comté d'Arthabaska, les lots suivants du canton de Tingwick, savoir: Nos 26, 27, 34, 35, 36, 37 et 41, du premier rang du canton de Tingwick, et de les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de "Chénier", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

649

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Québec, 21 janvier 1902.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette chambre, après le vingt-septième jour de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le sixième jour de mars prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le treizième jour du dit mois de mars.

421-3 L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 22 janvier 1902.

Avis est par les présentes donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Camille Perrault, écuyer, notaire public, demeurant en la cité de Montréal, et y pratiquant, ainsi qu'en la paroisse

otherwise, dispose of any inventions or patents of invention; to borrow or levy money for all the purposes of the company, to issue debentures, mortgage or bind the whole enterprise or any part of the actual property of or what will be acquired by the company, and to issue, draw, make, accept and negotiate any letters of exchange, promissory notes or other negotiable effects, by the name of "The Laineau Manufacturing Company", with capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty (\$50) dollars each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, the thirty-first day of January, 1902.

634

JOS. BOIVIN,
Deputy provincial secretary.

No. 2440.96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to bound school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Sauveur, county of Terrebonne, lots Nos. 211 and 212, côte Saint Godfroid, parish of Saint Sauveur, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Mille Isles, No. 1," county of Argenteuil.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

652

No 3318.01

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to bound school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Médard de Warwick, county of Arthabaska, the following lots of the township of Tingwick, to wit: Nos 26, 27, 34, 35, 36, 37 and 41, of the first range of the township of Tingwick, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Chénier", in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

650

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 21st January, 1902.

Notice is hereby given, that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the twenty-seventh day of February next, that no private bill shall be introduced after the sixth day of March next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirteenth day of said month of March.

422 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly,

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 22nd January, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Camille Perrault, esquire, notary public, residing in the city and district of Montreal, and practising there, as well as in

de Saint-Isidore, comté Laprairie, dans le district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoires et index des notaires François Théophile Langevin et Joseph Napoléon Colpron, en leur vivant notaires publics, de la paroisse de Saint-Isidore, comté Laprairie, district de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat. (Article 3685 des S. R. P. Q.)

467-3

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES
AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.
4217

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
4219

the parish of Saint Isidore, county of Laprairie, in the district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of François Théophile Langevin and of Joseph Napoléon Colpron, in their lifetime notaries public, of the parish of Saint-Isidore, county of Laprairie, district of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code. (Article 3685 R. S. P. Q.)

468

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE
AND HOUSE OF COMMONS, RELATING
TO PRIVATE BILLS

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsing "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.
4218

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
4220

EXTRAITS DES RÈGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revues par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revus et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec une recommandation que les bills soient retirés.

4221 JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 63, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

4222 JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 63, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right

autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour l'approvisionnement du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou par toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent cinquante piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de-ront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or so extending any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts

de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

31

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Aucune pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déménagement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le comté concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountants shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

32

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant au bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Les sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

“Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.”

“Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.”

“Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

“Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works or any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills

Greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

33

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Liverpool and London and Globe Insurance Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte concernant la dite compagnie, 45 Victoria, chapitre 64, en donnant à la dite compagnie plein pouvoir de tenir et posséder des immeubles pour les fins de ses affaires et pour les louer, et pour corriger certaines erreurs dans la rédaction du dit acte.

CRAMP & EWING,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 1er février 1902.

625

Avis public est par les présentes donné, que Joseph Napoléon Landry, de la cité de Saint Henri, comté d'Hochelaga, médecin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Avocats du requérant.

Montréal, 3 février 1902.

645

Avis public est par les présentes donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant la "Société d'Administration Générale", et conférant à cette compagnie les pouvoirs d'exécuter des fidéicommiss, d'administrer des successions ou autres biens, de recevoir des dépôts, d'agir comme agents financiers généraux, exécuteurs, gardiens et liquidateurs.

ALBERT DELORIMIER,

Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1902.

679

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ayant pour objet de lui conférer certains pouvoirs additionnels, et d'amender la loi des compagnies d'assurances mutuelles en ce qui concerne : le quorum de ses directeurs ; la limitation de ses polices, et leur annulation en certains cas ; la publication de ses avis de cotisations ; la réponse des directeurs dans les cas d'incendie ; le contenu du rapport annuel à être fait au gouvernement, ainsi que la taxe spéciale imposée par la cité de Montréal sur les compagnies d'assurance contre l'incendie,

office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

34

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that The Liverpool and London and Globe Insurance Company will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the act relating to said company, 45 Victoria, chapter 64, by giving said company full power to hold and possess real estate for the purposes of its business and for rental, and to correct certain errors in the wording of said act.

CRAMP & EWING,

Solicitors for applicants.

Montreal, 1st February, 1902.

626

Public notice is hereby given that Joseph Napoléon Landry, of the city of Saint Henri, county of Hochelaga, physician, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members, and to grant him a license to practise as physician and surgeon in this province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 3rd February, 1902.

646

Public notice is hereby given that application will be made at the next session, of the Legislature of Quebec, for the passing of an act to incorporate the "Société d'Administration Générale," with power to execute trusts, administer estates or other property, receive deposits, act as general financial agents, as executors, gardiens and liquidators.

ALBERT DELORIMIER,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1902.

680

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, du Canada" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act to confer certain additional powers and to amend the mutual fire insurance companies law in what it refer to : the quorum of its directors ; the limitation of its policies and their cancellation in certain cases ; the publication of its assessments notices ; the directors answer in case of fire ; the contain of the annual report to be made to the government ; the special tax imposed by the city of Montreal on the fire assurance companies doing business and taking risks in the city, and other objects among which will be right to keep a

faisant affaires et prenant des risques dans la cité ; et autres objets parmi lesquels seront le droit de tenir un département d'assurance sur la vie et changer le nom de la compagnie en rapport avec sa nouvelle raison d'être.

J. H. JOANETTE,
Procureur de la requérante.

Montréal, 5 février 1902.

671

Avis est par le présent donné que la ville de Fraserville s'adressera à la législature à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre la charte de la dite ville, lesquels amendements sont spécialement pour : mieux déterminer les qualifications du maire et des conseillers, la tenue des élections municipales, donner à la ville le droit d'emprunter jusqu'à concurrence de \$200,000 00, mieux définir les droits et prérogatives de la ville, régler le mode de collection des taxes et licences, pourvoir aux confiscations et annulation, (dans le cas de non exécution des contrats), des droits et privilèges accordés, déterminer les conditions d'établissement et de construction de système d'aqueduc et d'égoûts, etc.

J. CAMILLE POULIOT,

507-3 Procureur de la dite ville de Fraserville.

Avis est donné que l'association des barbiers de la province de Québec s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, concernant les formalités de l'apprentissage, le mode de prélèvement des amendes et sommes dues en vertu de sa loi d'incorporation, ainsi que le mode de sanction de la loi, et régler l'organisation du conseil de l'association et en former deux comités exécutifs pour se partager l'administration des affaires de l'association dans la province.

MALOUIN, BEDARD & CHALOULT,

Procureurs de la requérante.

Quebec, 20 janvier 1902.

475-3

Avis public est par le présent donné que la ville de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la refonte de sa loi d'incorporation, ou pour le moins des amendements à la dite loi, concernant, entre autres choses, son pouvoir d'emprunt, le cens électoral des électeurs municipaux, les élections municipales ; et pour obtenir d'autres pouvoirs et d'autres dispositions se rapportant à sa loi d'incorporation.

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier de la ville de Lachine.

Lachine, 23 janvier 1902.

503-3

Avis public est par les présentes donné que les légataires de feu l'honorable Jean Louis Beaudry, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant leurs droits en vertu du testament du dit l'honorable Jean Louis Beaudry, leur accordant le pouvoir d'hypothéquer et aliéner certains immeubles de la succession et de régler les réclamations et soultes dues à certains légataires, et pour mettre fin à l'administration des exécuteurs testamentaires et leur en accorder décharge.

LAJOIE & LACOSTE,

Avocats des requérants.

Montréal, 28 janvier 1902.

579-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer le règlement No 263 de la cité de Montréal et aussi afin de ratifier et confirmer le contrat passé entre la cité de Montréal et la Banque de Montréal, le 18 juillet 1900, Morin, N. P.

FLEET, FALCONER & COOK,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, janvier 1902.

229-5

department of life assurance and to change the company's name according to its new *raison d'être*.

J. H. JOANETTE,

Attorney for Applicants.

Montreal, 5th February, 1902.

672

Notice is hereby given that the town of Fraserville will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to have its charter amended and consolidated, which amendments are especially the following namely : to better define the qualifications of the mayor and councilors, the holding of the municipal elections, to give to the town the right of borrowing up to \$200,000.00, to better define the rights and prerogatives of the town, to settle the mode of collecting taxes and licences, to provide for confiscations and the annulling, (in the event of non execution of contracts), of the rights and privileges granted, to determine the conditions of establishing and building systems of water works and drainage, &c.

J. CAMILLE POULIOT,

Attorney for the town of Fraserville.

508

Notice is given that the association of barbers of the province of Quebec will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, concerning the formalities of apprenticeship, the mode of levying fines and moneys due in virtue of its charter, as also the mode of sanction of the law, and to regulate the organization of the council of the association and to form from it two executive committees to divide between them the administration of the affairs of the association in the province.

MALOUIN, BEDARD & CHALOULT,

Attorneys of the petitioners.

Quebec, 20th January, 1902.

476

Public notice is hereby given that the town of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the consolidation of its law of incorporation, or at least amendments to the said law concerning, amongst other things, its borrowing power, the electoral qualification of the municipal electors, the municipal elections ; and to obtain other powers and dispositions relative to its act of incorporation.

H. ROBERT,

Secretary treasurer of the town of Lachine.

Lachine, 23rd January, 1902.

504

Public notice is hereby given that the legatees of the late the honorable Jean Louis Beaudry, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill, defining their rights by virtue of the will of the said honorable Jean Louis Beaudry, granting them the power to hypothecate and alienate certain immoveable property of the estate and to settle the claims and balances due to some of the legatees, and to bring to an end the administration of the testamentary executors and grant them a discharge.

LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 28th January, 1902.

580

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec for an act to ratify and confirm by-law No 263 of the city of Montreal and also to ratify and confirm the contract passed between the city of Montreal and the Bank of Montreal, on the 18th July, 1900, Morin, N. P.

FLEET, FALCONER & COOK,

Solicitors for applicants.

Montreal, January, 1902.

230

Avis public est par les présentes donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant le "Power, Pulp & Paper Company of North America", et conférant à cette compagnie les pouvoirs d'acheter, de vendre, de posséder, de développer, de construire et d'outiller des pouvoirs d'eau, des limites de bois, des terres, des constructions, des chemins, quais, chaussées, vaisseaux, machines; de produire, acheter et vendre le bois, la pâte-de-bois, le papier et le produits d'iceux, et de faire toutes démarches nécessaires à ces fins; d'acquérir les intérêts, les actions et autres propriétés d'individus ou de compagnies possédant les choses sus-nommées ou en faisant la négoce; de produire et transmettre le pouvoir électrique, et de fournir des systèmes d'eau et de drainage, avec pouvoir d'exproprier les terrains adjacents aux établissements de la compagnie, et dont cette dernière pourrait avoir besoin pour l'exploitation de son industrie.

J. A. C. MADORE,
Procureur des requérants.

Montréal, 23 janvier 1902. 501-3

Avis public est par le présent donné que Arthur F. Hunt, de Québec, marchand, Edouard Jinchereau Duchesnay, de Québec, gentilhomme, John Jack, de Saint-Malo, cultivateur, Charles Julien, de Saint-Malo, cultivateur et James Roark, de Saint-Malo, cultivateur, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi divisant la municipalité de Saint-Malo, en détachant la partie connue sous le nom de village, lui assignant de nouvelles limites, et lui donnant certains pouvoirs, et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Procureurs des requérants.

Québec, 21 janvier 1902. 445-3

Un bill sera soumis à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier la charte de la Compagnie Hypothécaire (56 Vict., ch. 76), en traduisant le nom de la compagnie, dans la version anglaise par les mots "The Mortgage Company", et en définissant les frais de premier établissement dont il est parlé dans l'article 72, de la dite charte.

495-3

Avis public est donné par la présente qu'une demande sera faite au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation de la "Shawinigan Terminal Railway Company," avec pouvoir et autorisation de tracer, construire et mettre en opération un chemin de fer électrique à voie régulière sur les lignes de chemin de fer et de tramway existant actuellement dans le village de Shawinigan Falls et dans la paroisse de Saint-Boniface, et d'un point ou proche du dit village de Shawinigan Falls, jusqu'à un point ou des points quelconques des comtés voisins de Saint-Maurice et de Champlain, et avec tels autres pouvoirs et privilèges conférés à d'autres compagnies incorporées dans ce but, et faire telle autre chose pouvant devenir nécessaire et utile à l'entreprise mentionnée ci-dessus.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS &
HENEKER.

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 janvier 1902. 437-3

Les exécuteurs-testamentaires de la succession F. X. Beaudry s'adresseront à la législature de Québec, pour obtenir certains pouvoirs quand aux conditions de l'emprunt mentionné à l'Edouard VII, chapitre 93.

479-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour incorporer une association connue sous le nom de "Disciples de Saint Antoine de Padoue", pour des fins de bienfaisance mutuelle.

Montréal, 8 janvier 1902. 191-5

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of Quebec, for the passing of an act to incorporate the "Power, Pulp & Paper Company of North America", with power to buy, sell, own, develop, build and equip water-powers, timber-limits, lands, buildings, roads, wharves, dams, boats and machinery; to produce, buy and sell wood, pulp, paper and products of these, and to do all acts necessary therefor; to acquire the interest, stock and goodwill of persons and companies owning any of the above named things, or dealing therein; to produce and transmit electrical power, and to furnish water works and drainage systems, with power to expropriate lands adjacent to the establishments of the company, which may be required by the company for the purposes of its business.

J. A. C. MADORE.

Attorney for applicants.

Montreal, 23rd, January 1902. 502

Public notice is hereby given that Arthur F. Hunt, of Quebec, merchant, Edouard Jinchereau Duchesnay, of Quebec, gentleman, John Jack, of Saint Malo, farmer; Charles Julien, of Saint Malo, farmer, and James Roark, farmer, of Saint Malo, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act dividing the municipality of Saint Malo, by detaching therefrom that portion thereof known and designated under the name of "village," assigning new boundaries and granting new powers of the said municipality, and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.

Quebec, 21st January, 1902. 446

A bill will be presented to the Quebec Legislature, at its next session, to modify the charter of the *Compagnie hypothécaire* (56 Vict., ch. 76), by translating the name of the company, in the english version into "The Mortgage Company", and by defining the costs of organization mentioned in article 72, of said charter.

496

Public notice is hereby given that an application will be made to parliament of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Shawinigan Terminal Railway Company," with power and authority to lay out, construct and operate an electric railroad of standard gauge over the existing electric railway and tramway lines in the present village of Shawinigan Falls and in the parish of Saint-Boniface, and from a point in or near the said village of Shawinigan Falls, to any point or points in the neighboring counties of Saint-Maurice and Champlain, and with such other powers and privileges as are conferred upon companies incorporated for such purposes, and to do such other acts and things as may be necessary and advantageous for the purpose of the business above mentioned.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS &
HENEKER,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 18th January, 1902. 438

The testamentary executors of the F. X. Beaudry's estate will petition the Legislature of Quebec, to obtain certain powers as to the conditions of the loan mentioned in l'Edouard VII, chapitre 94.

480

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating an association to be known as "Followers of Saint Anthony of Padoue", for mutual benefit purposes.

Montreal, 8th January, 1902. 192

Avis est par le présent donné que l'Union Mutuelle Universelle, de la cité de Hull, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes : constituer un capital de garantie, payer des profits aux membres, souscripteurs et assurés, payer des rentes viagères aux membres, souscripteurs et assurés, ainsi qu'à leurs bénéficiaires, et pour autres fins.

H. A. FORTIER,
Procureur de la requérante.

Hull, 28 janvier 1902.

561-2

Avis est par le présent donné que "The Montreal Terminal Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier, confirmer et étendre ses droits, pouvoirs et privilèges conférés par statuts de construire et mettre en opération son chemin de fer électrique dans la cité de Montréal et dans les municipalités voisines.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.

Montréal, 29 janvier 1902.

581-2

Avis public est par le présent donné que Henri Emile Anatole Menier, du No 8, rue Alfred de Vigny, Paris, France, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de séparer l'Île d'Anticosti du comté du Saguenay, pour les fins municipales.

G. F. GIBSONE,
Procureur du requérant.

Québec, 20 janvier 1902.

589-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Bartholomew Robert, de la ville de Beauharnois, meunier; William Henry Robert, de la ville de Beauharnois, meunier; Edward Black Greenshields, de la cité de Montréal, marchand; Edward Charles Barry Featherstonhaugh, du même lieu, marchand, et Charles James Fleet, du même lieu, avocat, pour obtenir un acte les incorporant et toutes autres personnes qui peuvent s'associer avec eux à l'avenir, comme compagnie à fonds social, sous le nom de "The Beauharnois Light, Heat and Power Company," dans le but de, dans et près des ville et district de Beauharnois, acquérir, produire, employer et vendre l'éclairage, le chauffage et pouvoir, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou autrement les pouvoirs d'eau, propriété, affaires, privilèges et contrats maintenant possédés ou mis en opération par le dit J. B. Robert ou autres, possédant, louant et mettant en opération des moulins, manufactures et autres travaux et matériel, émettre du stock ordinaire ou préférentiel, et obligations hypothécaires, et de faire tous contrats, et exercer tels autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires ou utiles pour aucune des susdites fins ou objets semblables, y compris le pouvoir d'exproprier.

FLEET, FALCONER & COOK,
Solliciteurs des requérants.

Beauharnois, 29 janvier 1902.

571-2

La Compagnie de Téléphone de Montmorency, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi amendement sa charte, changeant son nom en celui de "La Compagnie de Téléphone Provinciale," augmentant son capital à \$300,000.00, lui permettant d'étendre son réseau téléphonique dans la cité de Québec et ses environs, de construire et opérer des conduits souterrains, de mieux définir et d'étendre ses pouvoirs et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Avocats de la requérante.

599-2

Notice is hereby given that "L'Union Mutuelle Universelle", of the city of Hull, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the following purposes : to establish a guarantee capital, pay profits to its members, subscribers and parties insured, pay life-rents to the members, subscribers and parties insured, as well as to their beneficiaries, and for other purposes.

H. A. FORTIER,
Attorney for petitioner.

Hull, 28th January, 1902.

562

Notice is hereby given that The Montreal Terminal Railway Company will make application to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to ratify, confirm and extend its statutory and conferred rights, powers and privileges to construct and operate its electric railway in the city of Montreal and adjoining municipalities.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.

Montreal, 29th January, 1902.

582

Public notice is hereby given by Henri Emile Anatole Menier, of No. 8, rue Alfred de Vigny, Paris, France, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, he will apply for the adoption of a bill to separate, for municipal purposes, the Island of Anticosti from the county of Saguenay.

G. F. GIBSONE,
Attorney for applicant.

Quebec, 20th January, 1902.

590

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Joseph Bartholomew Robert, of the town of Beauharnois, miller; William Henry Robert, of the town of Beauharnois, miller; Edward Black Greenshields, of the city of Montreal, merchant; Edward Charles Barry Featherstonhaugh, of the same place, merchant, and Charles James Fleet, of the same place, advocate, for an act incorporating them and all others who may hereafter associate themselves with them, as a joint stock company, under the name of The Beauharnois Light, Heat and Power Company, for the purpose of, in and near the town and district of Beauharnois, acquiring, producing, using and selling light, heat and power, with power to acquire by purchase, lease, or otherwise the water power, property, business, franchises and contracts now owned or operated by the said J. B. Robert or others, owning, leasing and operating mills, factories and other works and plant, to issue stock common or preferred, and mortgage bonds, and to enter into such contracts, and exercise such further powers as may be necessary or useful for any of the foregoing or similar purposes, including the power to expropriate.

FLEET, FALCONER & COOK,
Solicitors for applicants.

Beauharnois, 29th January, 1902.

572

Public notice is hereby given that the "Compagnie de Téléphone de Montmorency" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a bill to amend its charter, change its name into "La Compagnie de Téléphone Provinciale," to increase its capital to \$300,000.00, to allow it to extend its telephone line within the city of Québec and its suburbs, as well as to better define and extend its powers and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicants.

600

Avis public est par le présent donné que Joseph Germano, des cité et district de Montréal, clerc de notaire, 20, rue Saint-Jacques, Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à exercer la pratique du notariat en cette province, sans examen.

Montreal, 28 janvier 1902.

533-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que La cité de Hull, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement son acte d'incorporation, pour entre autres objets, les suivants :

1° Pour définir les pouvoirs de la cité et de son conseil, concernant les emprunts par voie d'émission de débetures, et notamment ceux concernant les améliorations locales ou spéciales, et ratifier certaines débetures déjà émises mais non encore négociées, et autres matières s'y rapportant.

2° Pour mieux définir les cas dans lesquels les règlements du conseil seront soumis aux contribuables, et ceux où le dit conseil pourra procéder par règlement ou par résolution.

3° Pour modifier le système actuellement en vigueur concernant les améliorations locales.

4° Pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité, concernant l'élection du maire et des échevins.

FORAN & CHAMPAGNE,

Avocats de la cité.

Hull, 28 janvier 1902.

575 2

Avis est par les présentes donné que Alfred Collyer, agent, Montréal; William J. Remick, banquier, New-York; Richard D. Wyckoff, banquier, New-York; Cléophas Blouin, manufacturier, Lévis; Joseph Paquet, contracteur, Lévis; Philippe Edouard Bourassa, commis, Lévis; Georges U. Holman, ingénieur, Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "The Levis County Railway Company", et leur octroyer une charte pour ériger, construire et exploiter dans les limites du comté de Lévis, et les comtés avoisinants, un système de tramways ou chemins de fer électrique dans le dit comté, et tous les pouvoirs quelconques, droits et privilèges nécessaires pour les dites fins.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,

Procureurs des requérants.

555.2

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et étendant ses pouvoirs et autorisant ses directeurs à emprunter sur le crédit de la compagnie, et à émettre des bons, débetures et obligations pour une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres, et pour autres fins.

ROY & CANNON,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 25 janvier 1902.

553-2

Avis public est par le présent donné que la corporation du conseil du comté de Lévis s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, ayant pour effet d'incorporer le comté de Lotbinière et la ville de Lévis, parmi les municipalités chargées de l'entretien du pont Garneau, situé sur la rivière Chaudière dans le comté de Lévis.

MICHEL ROBERGE,

Sec.-trés. du conseil du comté de Lévis.
Saint-Jean Chrysostôme, 28 janvier 1902.

563-2

Public notice is hereby given that Joseph Germano, of the city and district of Montreal, notary's clerk, No. 20, Saint James street, Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act authorizing him to practise the notarial profession in this province, without examination.

Montreal, 28th January, 1902.

534

NOTICE.

Notice is hereby given that The City of Hull, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its act of incorporation, for amongst other objects, the following :

1. To define the powers of the city and of its council, concerning loans by the issue of bonds or debentures, and those concerning local or special improvements, and to ratify certain debentures already issued but not yet disposed of, and other matters relating thereto.

2. To better define the cases where the by laws of the council shall be submitted to the rate payers, and those where the said council may proceed by by-law or by resolution.

3. To modify the system now in force concerning local improvements.

4. To amend the clauses of the act of incorporation of the city, concerning the election of the mayor and of the Aldermen.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for the city.

Hull, 28th January, 1902.

576

Notice is hereby given that Alfred Collyer, agent, Montreal; William J. Remick, banker, New York; Richard D. Wyckoff, banker, New York; Cléophas Blouin, manufacturer, Lévis; Joseph Paquette, contractor, Lévis; Philippe Edouard Bourassa, clerk, Lévis; Georges U. Holman, engineer, Québec, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act incorporating them and these who will become associated with them, by the name of "The Levis County Railway Company," and to grant them a charter to erect, build and work within the limits of the county of Lévis, and the adjoining counties a system of tramways and electric railways, in the said county, and all powers whatsoever privileges and rights necessary for the said purposes.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,

Attorneys for petitioners.

556

NOTICE.

Public notice is hereby given that the Chicoutimi Pulp Company will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act ratifying and extending its powers and authorizing its directors to borrow on the credit of the company, and to issue bonds and debentures for an amount of not more than four hundred and fifty thousand dollars, and for other purposes.

ROY & CANNON,

Solicitors for applicant.

Chicoutimi, 25 January, 1902.

554

Public notice is hereby given that the corporation of the council of the county of Lévis will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of a Bill for the purpose of including the county of Lotbinière and the town of Lévis, in the municipalities liable for keeping in order the Garneau bridge, situated on the river Chaudière, in the county of Lévis.

MICHEL ROBERGE,

Sec.-treas. council of the county of Lévis.
Saint Jean Chrysostôme, 28th January, 1902.

564

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que Médard Paquette, Horace Normandin, E. Laflamme, Louis Brouillet, A. Lord, Argenas Goyer, E. Comartin, H. Coursol, J. S. Prud'homme et F. Sanche, tous boulangers de la cité de Montréal, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront sous le nom de "L'association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal," et leur octroyant une charte avec pouvoir de passer des règlements pour le bien de leur association et pour le secours mutuel de ses membres, de leurs veuves et enfants; acquérir, posséder et jouir des biens meubles et immeubles nécessaires ou convenables à l'association.

V. NORMANDIN,

Notaire,

Procureur des requérants

80, Saint-Gabriel, Montréal.

Montréal, 20 janvier 1902.

401-3

Avis est par le présent donné que l'Hôpital Protestant pour les Aliénés s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, en changeant la qualification des gouverneurs à vie de deux cents à cent piastres.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Soliciteurs des requérants.

Montréal, 20 janvier 1902.

413-3

AVIS.

À la prochaine session de la législature de Québec, la Canadian Electric Light Company présentera un bill privé pour autoriser et ratifier une nouvelle émission de débentures, pour mieux définir et compléter ses pouvoirs quant à la construction et à l'opération d'un tramway dans le comté de Lévis et les comtés environnants, pour limiter ses pouvoirs quant à l'émission de débentures afin de donner plus de garantie aux porteurs actuels, pour mieux définir ses droits au sujet du transport de ses pouvoirs, et généralement pour amender sa charte afin de lui permettre de mieux atteindre les objets pour lesquels elle existe et pour pouvoir améliorer et agrandir le cercle de ses affaires et de ses opérations.

DROUIN, PELLETIER &
BAILLARGEON,

Procureurs de la Canadian

Electric Light Company.

Québec, 21 janvier 1902.

443-3

Avis public est par les présentes donné par Edouard Bastien, comptable; Elzéar Pelletier, boulangier; Joseph Godin, architecte; Charles Carli, statuaire et George Spatz, marchand, et autres, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de les constituer, eux et leurs successeurs, en corporation sous le nom de l'Association de tempérance, littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal, au capital-actions de cent mille dollars, avec pouvoir de faire tous les actes permis aux corporations et notamment le pouvoir de réglementer l'admission et l'expulsion de ses membres, l'élection et la durée des fonctions de ses officiers, le paiement de ses actions, la transmission de l'actif des biens de la fanfare de la société de tempérance de Montréal, la confirmation de la souscription des actions déjà souscrites, la composition de son conseil d'administration et autres fins. La corporation aura pour objet d'encourager les études littéraires et musicales et les jeux athlétiques.

EDOUARD BASTIEN,
ELZÉAR PELLETIER,
JOSEPH GODIN,
CHARLES CARLI,
GEORGE SPATZ.

Montréal, 20 janvier 1902.

449-3

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that Médard Paquette, Horace Normandin, E. Laflamme, Louis Brouillet, A. Lord, Argenas Goyer, E. Comartin, H. Coursol, J. S. Prud'homme et F. Sanche, of the city of Montreal, bakers, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them, and those who will join them, under the name of "L'association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal," granting them a charter with powers of passing by-laws for the good of their association, and for the mutual benefit of its members, their widows and children; to acquire, possess and enjoy all the movable and immovable properties necessary and suitable for the association.

V. NORMANDIN,

Notary,

Solicitor for applicants.

80, Saint Gabriel, Montreal.

Montreal, 20th January, 1902.

402

Notice is hereby given that the Protestant Hospital for the Insane will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend their act of incorporation, by changing the qualification of life governors from two hundred to one hundred dollars.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 20th January, 1902.

414

NOTICE

At the next session of the Quebec Legislature the Canadian Electric Light Company, will present a private bill to authorize and ratify a new issue of debentures, to better define and complete its powers as to the construction and running a tramway in the county of Lévis, and the surrounding counties, to limit its powers as to the issue of debentures so as to give more security to the actual holders, to better define its rights as to the subject of the transfer of its powers, and generally to amend its charter so as to allow it to better attain the objects for which it exists and to be able to improve and enlarge the sphere of its business and operations.

DROUIN, PELLETIER &
BAILLARGEON,

Attorneys for the Canadian

Light Electric Company.

Quebec, 21st January, 1902.

444

Public notice is hereby given by Edouard Bastien, accountant; Elzéar Pelletier, baker; Joseph Godin, architect; Charles Carli, sculptor and George Spatz, merchant, and others, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to constitute them and their successors as a body corporate under the name of The Temperance, Literary, Musical and Athletic Association of Montreal, with a capital of one hundred thousand dollars, and the power to do all the acts generally permitted to corporations, and more especially the power to regulate by by-law the admission and expulsion of its members, the election and duration of the functions of its officers, the payment of its shares, the transmission of the assets or the band of the Temperance Society of Montreal, and the confirmation of the subscription of the shares already subscribed, the composition of its council of administration and other purposes. The corporation will have as its object to promote musical and literary studies as well as athletic sports.

EDOUARD BASTIEN,
ELZÉAR PELLETIER,
JOSEPH GODIN,
CHARLES CARLI,
GEORGE SPATZ.

Montreal, 20th January, 1902.

450

AVIS.

Avis est par le présent donné par la Corporation des Huissiers du district de Montréal, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender et refondre la loi qui la concerne, afin d'obtenir des pouvoirs plus étendus et mieux définis sur tous les objets mentionnés dans la dite loi et pour autres fins.

CHARLES LAURENDEAU,

Procureur de la requérante.

Montréal, 21 janvier 1902. 431-3

Demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser les municipalités et corporations à devenir actionnaires de la Compagnie du Pont de Montréal, de lui venir en aide et pour d'autres fins semblables.

BUCHAN & ELLIOTT,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 janvier 1902. 293-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite par Matthew Moody, manufacturier, Henry Moody, manufacturier, et Charles South Wallace, gérant de manufacture, tous trois de Terrebonne, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Matthew Moody & Sons Company", dans le but de prendre et continuer comme une affaire en opération, maintenant faite en la ville de Terrebonne, par la société Matthew Moody & Sons, comme manufacturiers et commerçants de machines agricoles, exploitant des fonderies, beurreries et fromageries, des scieries et moulins à farine; et comme commerçants de laitage en général, de bois, de marchandises et approvisionnements; et comme entrepreneur en général, avec pouvoirs d'établir, sous et sur les rues et chemins publics et privés, dans la ville et dans la paroisse de Terrebonne, tous les tuyaux, lignes, conduits et autres installations qui pourront être nécessaires pour l'exploitation d'un aqueduc, d'acquérir ou d'exproprier les terrains nécessaires pour y construire le dit aqueduc, et le mettre en opération, dans la ville et la paroisse de Terrebonne; et avec le droit d'émettre du stock préférentiel et ordinaire.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la ville de Terrebonne.

THIBAUDEAU RINFRET,

Solliciteur des requérants.

Saint-Jérôme, 4 janvier 1902. 147-5

La Compagnie de Chemin de fer Saint-Chrysostôme s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de prolonger le temps pour l'achèvement de son entreprise et l'autoriser à faire des arrangements avec les autres compagnies pour mettre sa ligne en opération.

J. P. BROWN,

Président.

Montréal, 2 janvier 1902. 133-5

Avis est par les présentes donné que la "North Shore Power Company" s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour amender son acte d'incorporation tel que déjà amendé, de manière à autoriser ses directeurs à emprunter sur le crédit de la compagnie, et à émettre des bons, obligations et valeurs, comportant première hypothèque sur les biens de la compagnie, ou actions privilégiées pour un montant ne devant pas excéder la somme de deux cent cinquante mille piastres, et de faire tous actes y ayant rapport.

TOURIGNY & BUREAU,

Procureurs de la requérante.

Trois-Rivières, 7 janvier 1902. 173-4

NOTICE.

Notice is hereby given by the Corporation of Bailiffs of the district of Montreal, that the said corporation will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have the law respecting the said corporation amended and revised, in order to obtain more extended and better definite powers upon all matters mentioned in the said law and for other purposes.

CHARLES LAURENDEAU,

Solicitor for the applicant.

Montreal, 21st January, 1902. 432

Application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing municipalities and corporations to become shareholders in, and to grant aid to the Montreal Bridge Company, and for other like purposes.

BUCHAN & ELLIOTT,

Solicitors for applicants.

Montreal, 13th January, 1902. 294

Notice is hereby given that application will be made by Matthew Moody, manufacturer, Henry Moody, manufacturer, and Charles South Wallace, manager of manufacture, all three of Terrebonne, to the legislature of the province of Quebec, at its next session, an act to incorporate "The Matthew Moody & Sons Company", for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on in the town of Terrebonne, by the firm Matthew Moody & Sons, as manufacturers of and dealers in agricultural machines, general foundry business, butter and cheese factories, general saw mill and grist mill, dairy business, lumber business, general store and supplies; and as general contractors, with powers to establish, on and under the public and private streets and roads, in the town and parish of Terrebonne, all such steam pipes, lines, conduits and other installations which might be necessary for the operating of waterworks, to acquire or expropriate the lands that may be necessary for the building and operating of such waterworks, in the town and parish of Terrebonne; and with the right to issue preferred and ordinary stock.

The head office of the company to be in the town of Terrebonne.

THIBAUDEAU RINFRET,

Solicitor for applicants.

Saint Jérôme, 4th January, 1902. 148

The Saint Chrysostome Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act extending the time for the completion of its enterprise and authorizing it to make arrangements with other companies to operate its line.

J. P. BROWN,

President.

Montreal, 2nd January, 1902. 134

Notice is hereby given that the North Shore Power Company will apply to the Legislature, at its next session, to amend its act of incorporation such as already amended, in such way as to authorize its directors to borrow on the credit of the company and to issue bonds obligations and stock, bearing first hypothec on the property of the company, a privileged shares for an amount not to exceed the sum of two hundred and fifty thousand dollars, and to perform any act relating thereto.

TOURIGNY & BUREAU,

Attorneys for petitioner

Three Rivers, 7th January, 1902. 174

Avis est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter une somme de cinquante mille piastres pour payer le coût d'introduction de l'aqueduc et de construction d'égouts, au terrain connu sous le nom de Plaines d'Abraham et au terrain voisin au sud-ouest des dites plaines, et pour améliorer le terrain des dites plaines, pour rendre applicables à la cour du recorder de la dite cité, certaines dispositions du code de procédure civile, pour définir les droits de la cité quant à la construction d'édifices municipaux, et autres fins.

PELLETIER & CHOUINARD,

Procureurs de la cité de Québec.

Québec, 20 janvier 1902.

417-3

Avis public est par le présent donné que Oscar W. Ordway, marchand de bois, de Beauré, et John R. Loomis, jr., de Glens Falls, en l'état de New-York, un des états unis d'Amérique, agent d'assurance et marchand de bois, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander un acte les constituant ainsi que les autres personnes qui se joindront à eux ci-après, en une corporation légale sous le nom de "Saint Ann Company", avec le pouvoir de transiger généralement toutes les affaires du commerce de bois, d'ériger, bâtir, maintenir et mettre en opération des moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe; de construire des bateaux à vapeur et chalands, destinés au transport de ses produits d'exproprier lorsque besoin sera pour les fins des travaux sur les rivières et les lacs; de bâtir et posséder des moulins à pulpe, papier et scie; d'ériger et entretenir des barrages pour approvisionnement d'eau; d'acheter les droits d'autres compagnies et pour autres fins.

FERDINAND ROY,

Procureur des requérants.

Québec, 20 janvier 1902.

469-3

Avis public est par les présentes donné que, Marcelin Robert, Joseph Lord, J. B. Bissonnette, cultivateurs, et Dr A. Boutillier, de Sainte-Blaise; J. B. Baillargeon, de Saint-Luc; François Lamoureux, de Saint-Sébastien; François Lafond, de Henryville; J. A. Benoît, Pierre Lalanne, Etienne Bessette et T. Savaria, de Saint-Grégoire; C. S. Roy, de Montréal; Gabriel Marchand, Amable Bisailon, N. Lord, J. S. Messier, avocat; T. Côté, Alfred N. Deland, Alexandre Macdonald, L. Papineau, Arthur Langlois, de Saint-Jean; J. B. Breault, Lévi Toupin, Julien Deland, Joseph Deland, de l'Acadie; J. E. Masten, de Lacolle; Joseph Bouchard, de Saint-Valentin, et S. J. Roy, de Sabrevois et autres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir un bill ou une loi, dans le but de constituer en corporation une société d'exposition agricole et industrielle ayant son principal siège d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et pour objet d'aider à développer et faire progresser l'agriculture et les industries qui s'y rattachent, dans la région de la vallée du Richelieu, même dans toute la province, au moyen de primes et prix qui seront accordés aux exposants.

1° Le but principal de la société sera de tenir des expositions régionales dans la ville de Saint-Jean ou ses environs.

2° Le capital social autorisé devant être de cinquante mille dollars (\$50,000).

3° Le nom de la société devant être "La Compagnie d'Exposition Agricole et Industrielle de Saint-Jean, P. Q."

ROY & SENECAI,

Procureurs des requérants.

No 28, rue Longueuil, Saint-Jean.

Saint-Jean, 14 janvier 1902.

323-4

Notice is hereby given that application will be made by the city of Quebec, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to ask for authority to borrow a sum of fifty thousand dollars, to pay the cost of constructing water works and drainage into the lot known as the Plains of Abraham and the property adjoining to the south west side of the said plains, and make improvements to the land of the said plains, to render certain provisions of the code of civil procedure, applicable to the recorder's court of the said city, to define the rights of the city as to the erection of municipal buildings, and for other purposes.

PELLETIER & CHOUINARD,

Attorneys of the city of Quebec.

Quebec, 20th January, 1902.

418

Public notice is hereby given that Oscar W. Ordway, lumberman, of Beauré, and John R. Loomis, jr., of the place called Glens Falls, in the state of New York, one of the united states of America, insurance agent and lumberman, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and all other persons who may hereafter join them, in a body politic and corporate under the name of "Saint Ann Company", with powers to transit a general lumbering business, erect, build, maintain and operate mills and dams required for the manufacturing of pulp; to build steamboats and lighters for the conveyance of their products; to expropriate when necessary for the purpose of works on rivers and lakes; to build and own pulp, paper and saw mills; to erect and maintain dams for the storage and supplying of water; to buy charter rights of other companies and for other purposes.

FERDINAND ROY,

Solicitor for applicants.

Quebec, 20th January, 1902.

460

Public notice is hereby given that, Marcelin Robert, Joseph Lord, Dr A. Boutillier, J. B. Bissonnette, of Sainte-Blaise; J. B. Baillargeon, of Saint-Luc; François Lamoureux, of Saint-Sébastien; Frs. Lafond, of Henryville; J. A. Benoît, Pierre Lalanne, Etienne Bessette, T. Savaria, of Saint-Grégoire; C. S. Roy, of Montreal; Gabriel Marchand, Amable Bisailon, Narcisse Lord, T. Côté, J. S. Messier, advocate, Alfred N. Deland, Alexandre Macdonald, L. Papineau, Arthur Langlois, of Saint-Johns; Joseph Deland, J. B. Breault, Lévi Toupin, Julien Deland, of L'Acadie; J. E. Masten, of Lacolle; Jos. Bouchard, of Saint-Valentin and S. J. Roy, of Sabrevois and others, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill or law, to incorporate an agricultural and industrial exhibition society, having its principal place of business in the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, the object being to help the development and progress of the agriculture and industries connected therewith, in the Richelieu Valley and even in the whole province, in granting prices and premiums to exhibitors.

1. The principal purpose of the society will be to hold regional or provincial exhibitions in, or near the town of Saint John's, P. Q.

2. The authorized capital stock shall be \$50,000.00.

3. The name of the society shall be "The Agricultural and industrial exhibition Company" of Saint John's P. Q.

ROY & SENECAI,

Solicitors for applicants.

Longueuil street, No. 28, Saint John's.

Saint John's, 14th January, 1902.

324

La fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour mieux définir les droits des concessionnaires de terrain pour sépulture dans le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, et ceux de leurs héritiers ; aussi pour rendre plus complètes les dispositions des lois actuellement en vigueur concernant l'administration du dit cimetière.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Procureur de la fabrique N. D. de M.

383-4

AVIS PUBLIC.

Le soussigné, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin de changer le dernier testament de Henry M. Balcer, des Trois-Rivières, manufacturier, fait le 19e jour de septembre 1901, devant Pierre Désilets et Pierre Leger Hubert, notaires publics, à Trois-Rivières, dans les buts suivants : 1° Pour permettre l'achat d'actions dans le capital-action de la Banque de Montréal, au lieu du dépôt à intérêt dans la Banque de Québec, à Trois-Rivières, pour tous les argents maintenant en dépôt ou à être déposés à l'avenir en vertu des dispositions du dit testament, et aussi afin d'autoriser la vente des actions de la Banque de Québec, les argents provenant de la dite vente devant être investis de nouveau en actions de la Banque de Montréal, ou les dits argents devant être investis conformément aux dispositions de l'article No 981o du code civil. 2° Pour pourvoir à la quittance et décharge des exécuteurs testamentaires ou fidéicommissaires pour tous les paiements faits par eux, pour le bénéfice des dits enfants mineurs durant leur minorité.

E. A. D. MORGAN.

Montréal, 2 janvier 1902.

131-5

Avis est par les présentes donné qu'application sera faite durant la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un acte amendement la charte de "l'Union Saint-Pierre de Montréal," afin de permettre à cette dernière de refondre les actes référant à et amendement son acte d'incorporation, de faire adopter des règlements pour administrer ses affaires ; établir des succursales, cercles ou branches dans les diverses parties de la province ; affilier d'autres sociétés de bienfaisance ou pour s'affilier à d'autres sociétés, et généralement pour promouvoir ses intérêts, son progrès et son avancement dans la dite province.

LAVALLEE, LAVALLEE & LAVALLEE,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 5 janvier 1902.

149-5

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que "The New Richmond Lumber Company Limited", corps politique et incorporé en vertu de lettres patentes fédérales, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe ; de construire des bateaux à vapeur et chalands destinés au transport de ses produits ; d'exproprier lorsque nécessaire pour les fins des travaux sur les rivières et lacs ; de construire et posséder des moulins à pulpe, papier et à scier ; d'ériger et entretenir des digues pour approvisionnement d'eau, et pour autres fins.

ROY & CANNON,
Procureurs de la requérante.

Québec, 4 janvier 1902.

179-5

The fabrique of the parish of Notre-Dame-de-Montréal will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to better define the rights of the grantees of burial lots in the cemetery of Notre-Dame-des-Neiges, and those of their heirs ; also to make more complete the dispositions of the laws now in force concerning the administration of said cemetery.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Attorneys for the fabrique N. D. de M.

384

PUBLIC NOTICE.

The undersigned, in his quality of tutor to his minor children, will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to pass a bill to alter and change the last will and testament of Henry M. Balcer, of Three Rivers, manufacturer, received on the 19th day of September, 1901, before Pierre Désilets and Pierre Leger Hubert, notaries public, at Three Rivers, for the following purposes: 1. To allow of the purchase of shares in the capital stock of the Bank of Montreal, in lieu of the deposit at interest in the Quebec Bank, at Three Rivers, for all moneys presently therein deposited or to be hereafter deposited under the provisions of the said will, and also to authorize the sale of the shares of the Quebec Bank, the money realized from said sale to be reinvested in shares of the Bank of Montreal, or said moneys to be invested in accordance with the provisions of article No. 981o of the civil code. 2 To provide for the acquittance and discharge of the testamentary executors or trustees for all payments which may be made by them, for the benefit of the said minor children during their minority.

E. A. D. MORGAN.

Montreal, 2nd January, 1902.

132

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the charter of "l'Union Saint-Pierre de Montréal," in order to enable the said society to consolidate the acts referring to and amending its act of incorporation, and to adopt by laws in order to administer its affairs ; to establish branches in different parts of the province ; to affiliate societies of benevolence or to affiliate itself to other societies, and generally to promote its progress and advancement in the province of Quebec.

LAVALLEE, LAVALLEE & LAVALLEE,
Attorneys for applicant.

Montreal, 5th January, 1902.

150

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that "The New Richmond Lumber Company Limited," a body politic and corporate in virtue of Dominion letters patent, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for power to erect, build and maintain mills and dams required for the manufacturing of pulp ; to build steamboats and lighters for the conveyance of their products ; to expropriate when necessary for the purposes of works on rivers and lakes ; to build and own pulp, paper, and saw mills ; to erect and maintain dams for the storage and supplying of water and for other purposes.

ROY & CANNON,
Solicitors for applicant.

Quebec, 4th January, 1902.

180

Avis est par le présent donné que la ville de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender, réviser et consolider sa charte, et les actes qui l'amendent; et pour obtenir des dispositions législatives, entre autres, les objets suivants: l'érection de la dite ville de Westmount en une cité, l'octroi de plus de pouvoirs concernant la constitution du conseil et le changement du mode de l'élection du maire; expropriations, améliorations spéciales et cotisations en conséquence; prêts, plans, exemption de taxes, perception de taxes, lignes de construction sur les rues et ailleurs dans la ville; l'imposition de pénalités pour contravention aux règlements et pour autres offenses; l'acquisition, entretien et contrôle des rues et autres propriétés; le pouvoir de régler la largeur des rues dans la ville et de confirmer l'ouverture d'icelles à une largeur moindre que soixante et six pieds dans certains cas; la contestation des règlements, rôles et autres actes municipaux; la nomination d'inspecteurs de bâtisses et autres inspecteurs, comités, officiels et départements et de définir leurs pouvoirs; le règlement et l'inspection des bâtisses, bouilloires à vapeur et engins dans la ville; la prohibition de l'érection de maisons, logements et appartements au-dessus du niveau de la ligne de la compagnie des chemins de fer Atlantique et Nord-Ouest et le contrôle de l'érection de telles et autres classes de bâtisses qui s'y trouvent et dans les autres sections de la ville; la réduction et suppression des nuisances; et l'autorisation de faire un contrat avec toute compagnie de chemin urbain et la ratification de tel contrat et pour d'autres fins.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 janvier 1902.

211-5

Avis est par le présent donné que le Compton Ladies' College s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, pour changer son nom, la composition du bureau de direction et son capital, ainsi que d'autres détails concernant son organisation.

R. CAMPBELL,
Procureur du requérant.

255-5

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Lévis s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir l'adoption d'un acte amendant à sa charte de manière à faire concorder les textes français et anglais qui diffèrent en certaines parties, à modifier la qualification des électeurs municipaux et le mode de mise en nomination des conseillers municipaux, à ne rendre éligibles aux fonctions de conseiller que des personnes qui sont électeurs municipaux, à porter la taxe sur la propriété foncière à un centin par piastre, à rendre le propriétaire responsable de la taxe du locataire, à rendre obligatoire la fermeture le dimanche des boutiques de barbiers, à régler la construction et l'entretien des trottoirs, à changer le nom du secrétaire-trésorier en celui de greffier, à rendre applicables à la ville de Lévis certaines clauses de l'acte des clauses générales des corporations de ville en désignant celles qui ne le seront pas, à modifier la loi ayant trait à la responsabilité de la ville de Lévis relativement à l'entretien de certains chemins d'hiver dans les municipalités voisines et aussi à obtenir certains droits et privilèges nécessaires à la dite corporation pour la bonne administration de la dite ville.

CHS. DARVEAU.

Pro. Corp. Lévis.

Lévis 4 janvier 1902.

157-5

Avis public est par les présentes donné que Vivian Burrill, Edgar Guillemette, Esdras Laliberté, Joseph Arthur Dufresne, Thomas Desaulniers, Arthur Beauchemin, tous de Shawinigan Falls, s'adresseront à la législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, aux fins

Notice is hereby given that the town of Westmount will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend, revise and consolidate its charter, and the acts amending the same; and to obtain Legislative provisions upon, amongst others, the following subject: the erection of said town of Westmount into a city; the granting of further powers respecting the constitution of the council; and to change the mode of electing the mayor; expropriations; special improvements, and assessments therefor; loans, plans, exemptions from taxes, collection of taxes, building lines on streets and elsewhere in the town; the imposition of penalties for the contravention of by-laws, and for other offences; the acquisition, maintenance and control of streets and other property; power to regulate the width of streets in the town, and to confirm the opening of such at a less width than sixty-six feet in certain cases; the contestation of by-laws, rolls and other municipal acts; the appointment of building and other inspectors, committees, officials and departments, and to define their powers; the regulation and inspection of buildings and steam boilers and engines in the town; to prohibit the erection of flats, tenements and apartment houses above the level of the Atlantic & North-Western Railway Company line, and to control the erection of such and other classes of buildings there and in other sections of the town; the abatement and suppression of nuisances; and to authorize the making of a contract with any street railway company, and to ratify such contract and for other purposes.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Solicitors for the applicants.
Montreal, 7th January, 1902.

212

Notice is hereby given that Compton Ladies' College will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, to change its name, the composition of its governing body and its capital, as well as some further details in its organization.

R. CAMPBELL,
Attorney for applicant.

256

Notice is hereby given that the corporation of the town of Lévis will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain from it the passing of an act amending its charter in such a way as to make the french and english versions agree which differ in certain parts, to change the qualification of municipal electors and the way of putting the municipal councillors in nomination, to render eligible as to the office of municipal councillor only such persons as are municipal electors, to increase the tax on real estate to one cent on the dollar, to make the proprietor responsible for the tenant's taxes, to make the closing of barbers' shops on sundays obligatory, to regulate the making and repairing of sidewalks, to change the name of the Secretary-treasurer to that of clerk, to make certain clauses of the general town's clauses act applicable to the town of Lévis, by indicating those that will not be so, to change the law relating to the responsibility of the town of Lévis for the repairs of certain winter roads in the adjoining municipalities, and also to obtain certain rights and privileges necessary to the said corporation for the proper administration of the said town.

CHS. DARVEAU,

Atty. Corpor. Lévis.

Lévis, 4th January, 1902.

158

Public notice is hereby given that Vivian Burrill, Edgar Guillemette, Esdras Laliberté, Joseph Arthur Dufresne, Thomas Desaulniers, Arthur Beauchemin, all of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a Bill

d'obtenir un bill pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans le village de Shawinigan Falls, et que dans ce but, ils demanderont qu'un certain nombre de paroisses et des municipalités des comtés de Champlain et de Saint-Maurice, soient séparés du comté auquel elles appartiennent maintenant pour former partie de la nouvelle circonscription d'enregistrement et de circuit dont le village de Shawinigan Falls sera le chef-lieu, et pour d'autres fins.

A. E. PAQUETTE,

213-5

Procureur des requérants.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la compagnie de papier Rolland, pour obtenir des amendements à sa charte pour entre autres fins les suivantes : savoir :

1° Pour modifier la qualification des directeurs.

2° Pour faire disparaître les doutes qui peuvent exister quant à la propriété des actions dans la dite compagnie par certains actionnaires, nonobstant toute disposition contraire contenue dans les testaments de feu l'hon. J. B. Rolland et de son épouse feu Dame Esther Bouin dit Dufresne, en date du 13 novembre 1885, et pour autres fins.

ARCHER & PERRON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 24 décembre 1901.

251-5

Avis est par les présentes donné que la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender sa charte, et demander que le règlement No 98, passé par son conseil, le 4 décembre 1901, et intitulé : "Règlement autorisant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, à émettre des débetures pour un montant de \$400,000.00, pour payer tous engagements et contrats actuellement dus, et pour renouveler et racheter aux conditions plus avantageuses, toute débeture en circulation", soit confirmé et légalisé à toutes fins que de droit, et à ce que la dite cité soit autorisée à distraire de ce montant une somme de \$77,500.00 pour payer les engagements et contrats suivants : travaux de pavage, \$36,345.00 ; liaison d'égoûts, \$19,900.00 ; éclairage, \$6,255.00 ; érection d'un édifice municipal, \$25,000.00 ; et demander l'abrogation de la section 40, du Statut de la 56 Vict., chapitre 53, ayant trait à la confirmation et à la ratification des règlements Nos 58, 59 et 60, du conseil de la dite cité, et pour autres fins.

E. LUSSIER,

Procureur de la dite cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Montréal, 9 janvier 1902.

243-5

Le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Labelle, dans le comté de Labelle, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi érigeant civilement la dite paroisse et autorisant l'élection de syndics pour prélever sur les francs tenanciers catholiques romains de la dite paroisse la somme de \$20,000 pour défrayer la construction de l'église et sacristie de la dite paroisse, payable par versements annuels s'étendant sur un terme de quarante ans, le tout basé sur le rôle d'évaluation en force, et devant être imposé par des actes de cotisation annuelle repartissant chaque versement sur les immeubles des francs tenanciers catholiques romains de la dite paroisse alors concédés par le gouvernement ou occupés sans titre, et pour obtenir, par les syndics à être élus, le pouvoir d'emprunter l'argent nécessaire pour défrayer le coût de la dite construction et pour autres fins se rapportant aux matières susdites.

P. B. MIGNAULT,

Procureur des requérants.

Labelle, 8 janvier 1902.

209-5

providing for the establishment of a registry office and of a circuit court in the village of Shawinigan Falls, and that for this purpose, they will ask that a certain number of parishes and municipalities of the counties of Champlain and of Saint-Maurice, be detached from the county to which they now belong, to form part of the new registration and circuit district of which the village of Shawinigan Falls will be the *chef-lieu*, and for other purposes.

A. E. PAQUETTE,

Attorney for petitioners.

214

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, by the Rolland paper Company, for an act of amendment of its charter, as follows :

1° To modify the qualification of the directors.

2° To remove all doubt which may exist as to the ownership of certain shares in the said company, by certain shareholders, notwithstanding all dispositions contrary contained in the wills and testaments of late Honorable J. B. Rolland and of his wife late Dame Esther Bouin dit Dufresne, under date of 13th November, 1885, and for other purposes.

ARCHER & PERRON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 24th. December 1901.

252

Notice is hereby given that the city of Sainte-Cunégonde de Montréal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending its charter, and to ask that the by-law No. 98, passed by its Council on the 4th of December, 1901, intituled : "By-Law authorizing the city of Sainte-Cunégonde de Montréal to issue debentures for an amount of \$400,000.00, to pay every obligation and contract actually due, and to renew and redeem on the most favorable terms all debentures in circulation" be confirmed and legalized for all legal purposes, and that said city be authorized to take from this amount a sum of \$77,500.00 to pay the following obligations and contracts, namely : paving work, \$36,345.00 ; connecting drains, \$19,000.00 ; light, \$6,255.00 ; erection of municipal building, \$25,000.00 ; and to ask for the repeal of section 40 of the Statute 56 Vict., ch. 53, referring to the confirmation and ratification of by-laws Nos. 58, 59 and 60 of the council of the said city, and for other purposes.

E. LUSSIER,

Attorney of the said city of Sainte-Cunégonde de Montréal

Montreal, 9th January, 1902.

244

The Curé and the church wardens of the parish of Labelle, in the county of Labelle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law civilly erecting the said parish and authorizing the election of trustees in order to levy on the Roman Catholic freeholders of the said parish the sum of \$20,000 to defray the costs of construction of the church and sacristy of the said parish, payable per annual instalments extending over the term of forty years, the whole based on the evaluation roll in force, and to be levied by annual assessment deeds assessing the immovables of the Roman Catholic freeholders of the said parish, then granted by the Government or occupied without title, and in order to obtained for the trustees to be elected the power to borrow the money necessary to defray the cost of the said construction, and for other purposes relating to the matters aforesaid.

P. B. MIGNAULT,

Solicitor for the applicants.

Labelle, 8th January, 1902.

210

Avis est par les présentes donné que J. B. Morneau, cultivateur, de Notre-Dame du Lac; H. G. Carroll, M. P., avocat, Napoléon Dion, M. P. P., marchand, David Cook, gérant, J. E. Frenette, journaliste, G. A. Binet, Alfred Fortin, Alphonse Hudon, Polycarpe Nadeau, Magloire Deschênes, gentilhommes, Jos. Viel, marchand, F. J. Michaud, marchand, S. Belle, photographe, J. Camille Pouliot, avocat, J. T. Bertrand, ingénieur civil, C. G. Grundy, surintendant de chemin de fer, D. B. Lindsay, gérant, L. H. Levasseur, marchand, tous de la ville de Fraserville; Sir Alphonse Pelletier, sénateur, avocat, Rodolphe Roy, M. P. P., avocat, René P. Lemay, architecte, Félix A. Larue, N. P., C. R. Paquin, M. D., N. Rioux, marchand, L. A. Cannon, avocat, Georges Garneau, marchand, Honorable Jos. Shehyn, sénateur, Victor Lemieux, marchand, Cyrille Tessier, N. P., F. Carrell, journaliste, H. D. Barry, manufacturier, Georges Darveau, comptable, G. A. Grondin, marchand, Siméon Fortin, électricien, Ernest Pacaud, journaliste, F. S. Stocking, agent, tous de la cité de Québec, J. D. Guay, journaliste, Chicoutimi, N. K. Laflamme, avocat, Antoine Hudon, commis-marchand, L. E. A. Cholette, gérant, John McFarlane, gentilhomme, Rodolphe Lemieux, M. P., avocat, tous de la cité de Montréal; Jules Paradis, M. D., J. A. Blanchet, N. P., Jos. Beaulieu, cultivateur, Alfred Tremblay, manufacturier, tous de Saint-Louis de Kamouraska; Calixte Duval, Alphonse Duval, Xavier Hudon, propriétaires de moulins, B. M. Deschênes, M. D. P. J. Bérubé, marchand, A. N. Labrie, fromager, tous de la paroisse de Saint-Paschal; Abdon Moreau, cultivateur, J. A. Moreau, marchand, de Saint-Germain de Kamouraska; Luc Lizotte, marchand, Elzéar Lebrun, marchand, de la paroisse de Saint-Pacôme; J. E. Leclerc, Alphonse Leclerc, gentilhommes, Napoléon Dussault, marchand, de l'Islet; J. A. Blais, manufacturier, J. N. Cloutier, voyageur de commerce, de Lévis; E. A. Villeneuve, M. D., de Saint-Romuald; A. Gustave Verrault, régistrateur de Saint-Jean Port-Joli; C. A. Desjardins, manufacturier, de Saint-André; E. W. Tobin, M. P., de Brompton Falls; Auguste Tessier, M. P. et avocat, de Rimouski; A. C. Beaubien, protonotaire, de Montmagny; Révérend M. J. H. Fréchette, curé de Sainte-Malachie; Auguste Dupuis, horticulteur, du village des Aulnaies, s'adresseront, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "Kamou-Tem Littoral Electrique," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir et exploiter dans les limites des comtés de l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski, un ou des systèmes d'éclairage électrique ou autre, de force motrice, de calorique, et toutes autres industries se rattachant aux, ou résultant, des diverses applications de l'électricité; y compris un système de tramway ou locomotion électrique, pour relier ensemble les paroisses de Kamouraska et de Saint-Paschal, dans le dit comté de Kamouraska, et toutes ou partie des différentes municipalités situées dans le dit territoire; avec pouvoir d'établir, ériger et exploiter, dans les limites du dit territoire, un ou des systèmes de téléphone, des manufactures de pulpe, des systèmes d'aqueduc, etc; utilisant à ces fins les pouvoirs d'eau situés en la paroisse de Saint-Paschal, dans le district de Kamouraska, où la compagnie aura ses principaux ateliers de pouvoirs électriques et hydrauliques, et tous autres pouvoirs quelconques qu'elle pourra acquérir, avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires pour les dites fins.

J. CAMILLE POULIOT,
Solliciteur des requérants.

319-4

Notice is hereby given that J. B. Morneau, farmer, of Notre-Dame du Lac; H. G. Carroll, M. P., advocate, Napoléon Dion, M. P. P., merchant, David Cook, manager, J. E. Frenette, journalist, G. A. Binet, Alfred Fortin, Alphonse Hudon, Polycarpe Nadeau, Magloire Deschênes, gentlemen, Jos. Viel, merchant, F. J. Michaud, merchant, S. Belle, photographer, J. Camille Pouliot, advocate, J. T. Bertrand, civil engineer, C. G. Grundy, railway superintendent, D. B. Lindsay, manager, L. H. Levasseur, merchant, all of the town of Fraserville; Sir Alphonse Pelletier, senator, advocate, Rodolphe Roy, M. P. P., advocate, René P. Lemay, architect; Félix A. Larue, N. P., C. R. Paquin, M. D., N. Rioux, merchant, L. A. Cannon, advocate, Georges Garneau, merchant, Honorable Jos. Shehyn, senator, Victor Lemieux, merchant, Cyrille Tessier, N. P., F. Carrell, journalist, H. D. Barry, manufacturer, Georges Darveau, accountant, G. A. Grondin, merchant, Siméon Fortin, electrician, Ernest Pacaud, journalist, F. S. Stocking, agent, all of the city of Quebec; J. D. Guay, journalist, Chicoutimi, N. K. Laflamme, advocate, Antoine Hudon, merchant's clerk, L. E. A. Cholette, manager, John McFarlane, gentleman, Rodolphe Lemieux, M. P., advocate, all of the city of Montreal; Jules Paradis, M. D., J. A. Blanchet, N. P., Jos. Beaulieu, farmer, Alfred Tremblay, manufacturer, all of Saint Louis de Kamouraska; Calixte Duval, Alphonse Duval, Xavier Hudon, mill owners, B. M. Deschênes, M. D., P. J. Bérubé, merchant, A. N. Labrie, cheese-maker, all of the parish of Saint Paschal; Abdon Moreau, farmer, J. A. Moreau, merchant, of Saint Germain de Kamouraska; Luc Lizotte, merchant, Elzéar Lebrun, merchant, of the parish of Saint Pacôme; J. E. Leclerc, Alphonse Leclerc, gentlemen; Napoleon Dussault, merchant, of l'Islet; J. A. Blais, manufacturer, J. N. Cloutier, commercial traveller, Lévis; E. A. Villeneuve, M. D., of Saint Romuald; A. Gustave Verrault, registrar of Saint Jean Port Joli; C. A. Desjardins, manufacturer, of Saint André; E. W. Tobin, M. P., of Brompton Falls; Auguste Tessier, M. P. and advocate, of Rimouski; A. C. Beaubien, prothonotary of Montmagny; Reverend Mr. J. H. Fréchette, parish priest of Sainte Malachie; Auguste Dupuis, horticulturist, of the village des Aulnaies, will apply, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them, and those who will become associated with them by the name of "Kamou-Tem-Littoral Electrique", and granting them a charter to acquire, erect, build, extend, keep and operate within the limits of the counties of l'Islet, Kamouraska, Témiscouata and Rimouski, one or more systems of electric or other light, of motive power, of calorific, and any other industry connected with or resulting from the various applications of electricity; including therein a system of tramways or electric locomotion, to connect with each other the parishes of Kamouraska and Saint Paschal, in the said county of Kamouraska, and any other part or parts of the several municipalities situate in the said territory; with power to establish, erect, work, within the limits of the said territory, one or more systems of telephone, of pulp factories, of water works, &c., utilizing for these purposes the water powers situate in the parish of Saint Paschal, in the district of Kamouraska, where the company will have its principal workshops of electric and hydraulic powers, and all other powers whatsoever, which it may acquire, with all the rights, powers and privileges necessary for the said purposes.

J. CAMILLE POULIOT,
Solicitor for petitioners.

320

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par la compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer la vente de certaines terres dans le canton de Gosford par la compagnie de chemin de fer à "The Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company," passé devant Panet, N. P., le 24 décembre 1901, et pour déclarer que "The Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company" possède les dites terres exemptes de toutes hypothèques ou tous privilèges non enregistrés et pour autres fins

CARON, PENTLAND, STUART & BRODIE,
477-3 Solliciteurs des requérants.

Avis est par les présentes donné que George Cloutier, écuyer, médecin, Joseph Gagnon, marchand, François Xavier Hains, comptable, tous de la paroisse de Saint-Georges, Beauce; Pierre Ferdinand Renault, marchand, de la paroisse de Saint-François, Beauce; Henri S. Béland, médecin et député à la Chambre des Communes, Auguste Pacaud, avocat, Joseph Poirier, shérif, Valère Gosselin, notaire, du village de Saint-Joseph, Beauce; Joseph Dominique Morin, rentier, de d'Israëli; Donat O. E. Denault, marchand de grains et provisions, de Sherbrooke; Charles Alfred Bilodeau, agent, de Beauce Junction, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront sous le nom de "La Compagnie Electrique de Beauce", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une première ligne électrique pour le transport des forces de la lumière et de la chaleur depuis les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Chaudière, entre la paroisse de Saint-Georges et la paroisse de Saint-Martin, en front des lots quinze, seize et dix-sept du premier rang de Jersey, dans le comté de Beauce, de là, longeant autant que possible la dite rivière Chaudière ou la voie publique, à partir du Lac Mégantic jusqu'à Lévis, en passant par les différentes paroisses des comtés de Compton, Beauce, Dorchester et Lévis; aussi avec pouvoir de construire une deuxième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Chaudière, se rendant directement au lieu de King-Ville ou Thetford Mines; enfin, avec pouvoir de construire des embranchements de lignes électriques à partir de n'importe quel point des deux lignes principales pour se rendre en tous lieux où la lumière, la chaleur ou les forces motrices seront requises, avec pouvoir également de construire une ligne téléphonique le long de ces lignes électriques et embranchements, ainsi que des chemins pour voitures et à lisses pour tramways, et y faire circuler des chars, de faire tous les travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux villes, villages, mines et autres industries se trouvant dans les comtés de Beauce, Compton, Mégantic, Dorchester et Lévis; d'acquiescer ou posséder des pouvoirs hydrauliques ainsi que le terrain nécessaire pour construire les voies et stations nécessaires à cette fin; d'acquiescer ou d'exproprier les terrains pouvant être submergés par l'exploitation des dits pouvoirs hydrauliques; enfin, avec pouvoir de construire sur la dite rivière Chaudière, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe et l'électricité; ainsi que de posséder et exploiter des mines de divers minerais, le tout avec pouvoir d'établir des tarifs pour la lumière, la chaleur et les forces motrices, téléphone et les tramways électriques qu'exploitera cette compagnie.

PACAUD & BOLDUC,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 22 janvier 1902. 471-3

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at the next session thereof, by and behalf of the Quebec & Lake Saint John Railway Company, for an act ratifying and confirming the sale of certain lands in the township of Gosford by the railway company to the Quebec & Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company, passed before Panet N. P., on the 24th December, 1901, and to declare that the Quebec & Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company hold the said lands free from all unregistered mortgages or encumbrances and for other purposes.

CARON, PENTLAND STUART & BRODIE,
478 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that George Cloutier, esquire, physician, Joseph Gagnon, merchant, François Xavier Hains, accountant, all of the parish of Saint-Georges, Beauce; Pierre Ferdinand Renault, merchant, of the parish of Saint-François, Beauce; Henri S. Béland, physician and members of the House of Commons, Auguste Pacaud, advocate, Joseph Poirier, sheriff, Valère Gosselin, notary, of the village of Saint-Joseph, Beauce; Joseph Dominique Morin, rentier, of d'Israëli; Donat O. E. Denault, grain and provision merchant, of Sherbrooke; Charles Alfred Bilodeau, agent, of Beauce Junction, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them and those who will be associated with them by the name of "La Compagnie Electrique de Beauce", and granting them a charter with power to build and run a main electric line for the conveyance of power light and heat from the hydraulic powers situated on the river Chaudière, between the parish of Saint George and the parish of Saint Martin, in front of lots fifteen, sixteen and seventeen of the first range of Jersey, in the county of Beauce, thence, running along side the river Chaudière or the public road as much as possible, starting from Lake Mégantic to Lévis, passing through the different parishes of the counties of Compton, Beauce, Dorchester and Lévis; also with power to construct a general electric line from the said hydraulic powers on the river Chaudière, going directly to Kingville or Thetford Mines; lastly, with power to build electric branch lines to start from any point on the two main lines to go to any places where light heat or motive power may be needed, with power also to build a telephone line along these electric lines and branches, as well as roads for vehicles and tramways, and to run cars there, to do all the necessary work to furnish light heat, and motive power to the towns, villages, mines and other industries situated in the counties of Beauce, Compton, Mégantic, Dorchester and Lévis; to acquire hold hydraulic powers as well as the land necessary to build the lines and stations required for such purpose; to acquire or expropriate the lands that may be flooded by the operation of the said hydraulic powers; lastly, with power to build on the said river Chaudière mills and works for sawing and preparing lumber, the fabrication of pulp and electricity, as also to own and work mines of various ores, the whole with power to establish tariffs for light, heat and motive power, telephones and electric tramways, which the company will operate.

PACAUD & BOLDUC,
Solicitors for petitioners.

Quebec, 22nd January, 1902. 472

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Carbide Company, Limited", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes octroyées à la compagnie par le gouvernement de la province d'Ontario, le 4e jour de janvier 1900, autorisant la compagnie à faire ses travaux dans la province de Québec, à posséder des propriétés, et en général à exercer tous les droits dans la province de Québec, qui ont été accordés par les dites lettres patentes et par l'acte gouvernant les compagnies ainsi formées dans la province d'Ontario; aussi pour ratifier les contrats et conventions passés entre Thomas L. Wilson et Messieurs Greenshields et Aldred, le 20 avril 1900, et entre Messieurs Greenshields et Aldred et "The Shawinigan Carbide Company, le 1er jour d'octobre 1901, pour autoriser et ratifier l'émission de \$600,000 en actions complètement payées du stock commun et pourvue dans la convention en dernier lieu mentionnée, et \$400,000 d'obligations; pour autoriser l'émission d'actions préférentielles et obligations et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 23 janvier 1902.

489-3

Public notice is hereby given that the Shawinigan Carbide Company, Limited, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to confirm the letters patent granted to the company, by the government of the province of Ontario, on the 4th day of January, 1900, so as to authorize the company to carry on its works in the province of Quebec, and own property and generally to exercise all the rights in the province of Quebec, which it has been granted by the said letters patent and by the act governing companies so formed in the province of Ontario: also to confirm the contracts and agreements entered into between Thomas L. Wilson and Messrs Greenshields and Aldred, on the 20th of April, 1900, and between Messrs Greenshields and Aldred and the Shawinigan Carbide Company, on the 1st day of October, 1901, to authorize and confirm the issue of \$600,000 in fully paid up shares of common stock and provided in said last mentioned agreement and \$400,000 of bonds; to authorize the issue of preference shares and bonds and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd January, 1902.

490

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encan public, le 3e jour d'avril 1902, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,

Par R. H. MORRIS,

Agent général du bagage.

Montréal 5 février 1902.

653

Avis est par le présent donné que l'assemblée biennale des actionnaires de la Compagnie du Pont Richelieu sera tenue à la Townsend Memorial Hall, dans Clarenceville, mardi, le 18e jour du mois de février 1902, à 2 heures p. m., pour l'élection des directeurs et autres affaires.

C. N. BEERWORT,

Secrétaire-trésorier.

Clarenceville, 30 janvier 1902.

537-2

Province de Québec,
District de Montréal.

} Cour Supérieure.

Dame Marie Louise Rosina Savaria, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, épouse commune en biens de Anastas Aubertin, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes,

Demanderesse;

vs.

Le dit Anastas Aubertin,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, contre le défendeur.

J. H. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

15, Saint-Jacques.

Montréal, 5 février 1902.

675

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 3rd day of April, 1902, in the basement of the trainshed, at Windsor street station, at 10 o'clock A.M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tools and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per R. H. MORRIS,

General baggage agent.

Montreal, 5th February, 1902.

654

Notice is hereby given that the biennial meeting of shareholders of the Richelieu Bridge Company will be held at the Townsend Memorial Hall, Clarenceville, on Tuesday, the 18th day of February, 1902, at 2 o'clock p. m., for election of directors and other business.

C. N. BEERWORT,

Secretary treasurer.

Clarenceville, 30th January, 1902.

538

Province of Quebec,
District of Montreal.

} Superior Court.

Dame Marie Louise Rosina Savaria, of the parish of Boucherville, district of Montreal, wife common as to property of Anastas Aubertin, farmer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,

Plaintiff;

vs.

The said Anastas Aubertin,

Defendant.

An action in separation as to property, has, this day, been instituted by the plaintiff, against the defendant.

J. H. DAVID,

Attorney for plaintiff.

15, Saint James,

Montreal, 5th February, 1902.

676

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Turner, de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, épouse de François-Xavier Descheneaux, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,

Procureur de la demanderesse.

Sorel, 25 janvier 1902. 551-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Lebeau, d'Ahuntsic, Sault-au-Recollet, district de Montréal, épouse commune en biens de Grégoire Léveillé, entrepreneur plâtrier, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Grégoire Leveillé, Défendeur.

Une action en séparation de bien a été, ce jour instituée par la demanderesse contre le défendeur.

LAVALLEE & LAVALLEE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 janvier, 1902. 569-2

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 9.

Dame Joséphine Grenier, épouse commune en biens de Guillaume Fournier, confiseur et pâtisier, des cité et district de Saint-Hyacinthe,

Demanderesse :

vs

Guillaume Fournier, sus-désigné, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

BEAUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 29 janvier 1902. 567-2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, industriel, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Jérôme, 20 janvier 1902. 511-2

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

No. 163.

Dame Marie Flora Lacroix, dûment autorisée, de de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, a pris, ce jour une action en séparation de biens contre son mari, Alexis Masseau, ci-devant cultivateur, et aujourd'hui boulanger, du même lieu.

J. S. MESSIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 20 janvier 1902. 403-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 760.

Dame Caroline Hébert, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Philias Michaud, cigarier, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Philias Michaud, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 janvier 1902. 373-4

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dme Marie Louise Turner, of the parish of Notre Dame de Pierreville, wife of François Xavier Descheneaux, of the same place, trader, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her said husband.

JULES ALLARD,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 25th January, 1902. 552

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Lebeau, of Ahuntsic Sault-au-Recollet, district of Montreal, wife common as to property of Grégoire Laveillé, contractor plasterer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,

Plaintiff ;

vs

The said Grégoire Leveillé, Defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

LAVALLEE & LAVALLEE.

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th January, 1902. 570

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 9.

Dame Josephine Grenier, wife common as to property of Guillaume Fournier, confectioner and pastry cook, of the city and district of Saint Hyacinth,

Plaintiff ;

vs

Guillaume Fournier, above named. Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, against the defendant.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 29th January, 1902. 568

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Louis Pepin, trader, both of the tow of Saint Jérôme, district of Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,

Attorneys for plaintiff.

Saint Jérôme, 20th January, 1902. 512

Superior Court.—District of Iberville.

No. 163.

Dame Marie Flora Lacroix, duly authorized, of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, has, this day, taken an action for separation of property against her husband, Alexis Masseau, formerly farmer and now baker, of the same place.

J. S. MESSIER,

Attorney for plaintiff.

Saint-Johns, 20th January, 1902. 404.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 760.

Dame Caroline Hébert, of the city and district of Montreal, wife *commune en biens* of Philias Michaud, cigar-maker, of the same place, duly authorized for the purposes hereof,

Plaintiff ;

vs.

The said Philias Michaud, Defendant.

An action for separation from bed and board, has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant,

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th January, 1902. 374

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 756.

Dame Malvina Laforge a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, François Dufour, de la ville de Chicoutimi, commerçant, dit district.

ALAIN & LAPOINTE,
Procureurs de la demanderesse.
Chicoutimi, 3 janvier 1902. 285-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 377.

Dame Mary Louisa Goodhue, du village de Danville, épouse commune en biens de William Henry Stockwell, du dit village de Danville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit William Henry Stockwell.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 28 décembre 1901. 153-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Céline Longtin, du village de Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Maximilien Lefebvre, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Maximilien Lefebvre.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 janvier 1902. 339-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

- 1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Chapman-Dart Company, Limited."
- 2° Les objets, conformément aux dispositions de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont de prendre les affaires de la société commerciale de Dart & Chapman, faisant ci-devant affaires dans la cité de Montréal, et de faire les affaires comme manufacturiers et commerçants de drogues, articles et fournitures de droguistes et de médecins.
- 3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité et district de Montréal, dans la province de Québec.
- 4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).
- 5° Le nombre d'actions sera deux cents de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Fraser Chapman, de la cité de Montréal, marchand ; Henry James Dart, de la cité de Montréal, marchand ; John Henry Chapman, de la cité de Montréal, marchand ; May Elmina Albee, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens du dit Fraser Chapman et Jacob Dewitt, de la cité de Montréal, étudiant.

7° Les dits Fraser Chapman, Henry James Dart et John Henry Chapman seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,
Procureurs des requérants.
Montréal, 3 février 1902. 647

Province of Quebec. }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 756.

Dame Malvina Laforge has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her husband, François Dufour, of the town of Chicoutimi, trader, in the said district.

ALAIN & LAPOINTE,
Attorneys for the plaintiff.
Chicoutimi, 3rd January, 1902. 286

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St. Francis. }
No. 377.

Dame Mary Louisa Goodhue, of the village of Danville, wife *commune en biens* of William Henry Stockwell, of the said village of Danville, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against the said William Henry Stockwell.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 28th December, 1901. 154

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Céline Longtin, of the village of Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Maximilien Lefebvre, joiner, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against the same Maximilien Lefebvre.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys of the plaintiff.
Montreal, 10th January, 1902. 340

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patents, under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Chapman-Dart Company, Limited."
2. The purposes, within the provisions of the act, for which incorporation is sought, are to take over the business of the commercial firm of Dart & Chapman, heretofore trading at the city of Montreal, and to carry on business as manufacturers of and dealers in drugs, druggist's and physician's sundries and supplies.
3. The head office of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.
4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).
5. The number of shares is to be two hundred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.
6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Fraser Chapman, of the city of Montreal, merchant ; Henry James Dart, of the city of Montreal, merchant ; John Henry Chapman, of the city of Montreal, merchant ; May Elmina Albee, of the city of Montreal, wife separate as to property of the said Fraser Chapman and Jacob Dewitt, of the city of Montreal, student.
7. The said Fraser Chapman, Henry James Dart and John Henry Chapman shall be the first provisional directors of the said company, all of whom are residents of Canada and subjects of His Majesty.

BLAIR & LAVERTY,
Attornies for petitioners.
Montreal, 3rd February, 1902. 648

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Journal of Commerce Company".

2° Les objets en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire les affaires comme propriétaires et éditeurs de feuilles périodiques, journaux, revues, livres et autres travaux et entreprises littéraires et spécialement de prendre la publication connue comme "Canadian Journal of Commerce, Finance and Insurance Review", ensemble avec toutes les affaires faites maintenant ou en rapport avec icelle, y compris la clientèle et tout l'actif et passif d'icelle, aussi de faire les affaires d'imprimeurs, relieurs, éditeurs, libraires, photographes, imprimeurs de photographes, clichés, ouvriers électrotypiques, lithographes, graveurs et agents d'annonces.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$150,000.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Michael Sylvestre Foley, journaliste ; Edmund William McDougall Foley, assistant-gérant ; Dante Francis Foley, journaliste ; Margaret Ann Jane McDougall, épouse séparée de biens du dit Michael Sylvestre Foley, et Henri Gerin Lajoie, avocat, tous des cité et district de Montréal. Les dits M. S. Foley, E. W. M. Foley et D. F. Foley seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

LAJOIE & LACOSTE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 5 février 1902.

677

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "Chaleurs Bay Mills."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont les suivants :

(a) D'acquérir, posséder, louer et maintenir, par aucun titre légal, toutes terres, limites à bois, meubles et immeubles et droits de pouvoirs d'eau et privilèges et intérêts y ayant rapport, glissoires par eau ou autrement et privilèges y ayant rapport, bâtisses, améliorations, matériel, machines, droits de patentes, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour les opérations de bois ou en rapport avec leurs affaires, et de les vendre, louer en entier ou en partie ou en disposer autrement.

(b) De faire les affaires de commerce de bois et de la manufacture dans toutes ses branches ; de faire tous travaux utiles, améliorations, inventions, y compris moulins, ouvrages hydrauliques, travaux électriques et tramways et chemins de fer, y compris la manufacture et vente de lumière et chauffage artificiels, et de louer ou vendre des pouvoirs d'eau

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "Journal of Commerce Company."

2. The purpose within the purview of the act, for which incorporation is sought, are to carry on business as proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works and undertakings, and especially to take over the publication known as the "Canadian Journal of Commerce, Finance and Insurance Review," together with all the business now carried on in connection therewith, including the goodwill and all the assets and liabilities of said business, also to carry on business as printers, bookbinders, book-printers, stationers, photographers, photographic printers, stereotypers, electrotypers, lithographers, engravers and advertising agents.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is \$150,000.

5. The number of shares are to be fifteen hundred and the amount of each share is to be of the value of \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Michael Sylvestre Foley, journalist ; Edmund William McDougall Foley, assistant manager ; Dante Francis Foley, journalist ; Margaret Ann Jane McDougall, wife separate as to property of the said Michael Sylvestre Foley, and Henri Gerin Lajoie, advocate ; all of the city and district of Montreal, of whom the said M. S. Foley, E. W. M. Foley and D. F. Foley are to be the first or provisional directors of the said company.

LAJOIE & LACOSTE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 5th February, 1902.

678

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "Chaleurs Bay Mills."

2. The objects for which the incorporation is sought, are the following :

(a) To acquire, own, lease and hold, by any legal title, all such lands, timber limits, real and moveable property and rights water-powers and privileges and interests therein, slides by water or otherwise and interests therein, buildings, improvements, plant, machinery, patent rights, royalties and other things as may be necessary to or useful for lumbering operations or in connection with their business, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of.

(b) To carry on the business of lumbering and the manufacture of lumber in all its branches : to construct all useful works, improvements and inventions, including mills, water-works, electrical works and tramways and railways, including the manufacture and sale of artificial light and heat, and to lease or sell water-powers for electrical or industrial

pour les fins de lumière ou chauffage électriques ou industriels, et de manufacturer, acheter, vendre ou louer toutes choses y ayant rapport; de faire les affaires de commerçants, et acheter et vendre des effets, articles et marchandises, billots manufacturés, bois scié, bois de pulpe, pulpe et papier, et d'acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, bureaux, maison de pension, quais et autres constructions et de les vendre, louer à volonté ou en disposer autrement.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de (\$150,000) cent cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500), de cent piastres (\$100) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : John Champoux, marchand de bois, de D'Israëli, province de Québec, David Champoux, marchand, de D'Israëli, province de Québec; Waterman A. Taft, de Arlington, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, marchand; Frank G. Saxe, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, commerçant; James E. Marrett, de la cité de Portland, dans l'état du Maine, un des états-unis d'Amérique, marchand de bois, et Alexandre Champoux, marchand, de D'Israëli, province de Québec.

7° Les dits John Champoux, David Champoux James E. Marrett seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, la majorité sont sujets anglais.

PANNETON & LEBLANC,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 30 janvier 1902.

573-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Granda Hermanos Y Ca".

2° Les objets en vertu des dispositions de la loi pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de prendre et continuer comme une affaire en opération les affaires maintenant faites, dans la cité de Montréal, sous le nom de "Granda Hermanos Y Ca", comme manufacturier de cigares; de faire les affaires de manufacturiers, importateurs et marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes choses y ayant rapport; d'acquérir d'autres manufactures ou affaires de même nature et stock dans d'autres corporations, et en général d'agir comme marchands et agents à commission.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de mille, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Frank Granda, manufacturier de cigares; Nathan Michaels, manufacturier de cigares; Morris Michaels, marchand; Abraham Michaels, marchand, tous de la dite cité de Montréal, et Charles Fox, marchand, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des états unis d'Amérique.

7° Les dits Frank Granda, Nathan Michaels et Morris Michaels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, dont majorité sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 janvier 1902.

609-2

lighting or heating purposes, and to manufacture, buy, sell or lease any thing incidental thereto; to do business as traders, and to buy and sell goods, wares and merchandise, manufactured logs, sawed lumber, pulpwood, pulp and paper, and to acquire, build and operate shops, stores offices, boarding houses, wharves and other buildings, and the same at will to sell, lease or otherwise dispose of.

4. The amount of capital stock of the said company is to be (\$150,000) one hundred and fifty thousand dollars.

5. The number of shares is to be fifteen hundred (1500) of the par value of one hundred (\$100) dollars each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : John Champoux, lumber dealer, of D'Israëli, province of Quebec; David Champoux, merchant, of D'Israëli, province of Quebec; Waterman A. Taft, of Arlington, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, merchant; Frank G. Saxe, on the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, trader; James E. Marrett, of the city of Portland, in the state of Maine, one of the united states of America, lumber merchant, and Alexandre Champoux, merchant, of D'Israëli, province of Quebec.

7. The first or provisional directors of the said company will be the said John Champoux, David Champoux and James E. Marrett, the majority of whom are british subjects.

PANNETON & LEBLANC,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 30th January, 1902.

574

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "The Joint Stock Companies Incorporating Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "Granda Hermanos Y Ca."

2. The purposes within the provisions of the act for which incorporation is sought are : to take over and continue as a going concern the business at present carried on, at the city of Montreal, by the firm of "Granda Hermanos Y Ca", as cigar manufacturer, to carry on the business of manufacturers, importers and dealers in tobaccos, cigars, cigarettes and all things incidental thereto; to acquire other factories or concerns of a like nature and stocks in other corporations, and generally to act as merchants and commission agents.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$100,000.00.

5. The number of shares is to be one thousand, of the par value of \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Frank Granda, cigar manufacturer; Nathan Michaels, cigar manufacturer; Morris Michaels, merchant; Abraham Michaels, merchant, all of the said city of Montreal, and Charles Fox, merchant, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America.

7. The said Frank Granda, Nathan Michaels and Morris Michaels shall be the first or provisional directors of the said company, and the majority of them are residents of Canada and subjects of His Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 30th January, 1902.

610

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant Eugène Delfosse, marchand, Percival Ross, Alexander Ross, comptables, Charles Blacklay, gérant, tous de la cité de Montréal, et Alexandre Millette, gérant, de la ville de Longueuil, et tels autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Delfosse Company."

Les objets pour lesquels son incorporation est demandée sont les suivants :

Faire le commerce en général de marchandises et d'objets et effets pour décorations de magasins, faire l'importation et l'exportation de telles marchandises et objets en effets.

Manufacturer des objets et effets en cuivre, nickel, acier et autre métal, en bois et cire, des fleurs et plantes artificielles.

Avoir le pouvoir d'acquiescer toute autre entreprise du même genre.

La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Le montant proposé du fonds social est de \$25,000, divisé en 5000 actions de \$5 chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront : Alexander Ross, Eugène Delfosse, Alex. Millette, Charles Blacklay et Percival Ross.

DUNN & ROBERT,
Procureurs des requérants.

1724, rue Notre-Dame.
Montréal, 15 janvier 1902.

367-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la Loi Corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The T. F. Moore Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et vendre du bois, charbon, coke, foin, grain et aliment de toutes sortes.

(b) De faire en général les affaires d'entrepreneur de dragueur et charroyeur.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Green-shields, avocat, et Arnold Wainwright, étudiant, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 14 janvier 1902.

341-4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour supérieure.*
In re J. C. Giroux, Berthierville, Insolvable.
Avis est donné que le 1er jour de février 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nom-

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporating act," constituting Eugène Delfosse, merchant, Percival Ross, Alexander Ross, accountants, Charles Blacklay manager, all of the city of Montreal, and Alexandre Millette, manager of the town of Longueuil, and such other persons as may become shareholders in the proposed company a body politic and corporate, by the name of "The Delfosse Company."

The objects for which incorporation is sought are the following :

To carry on a general trade in merchandize and fixtures for shop decorations, to carry on the importation and exportation of such merchandize and fixtures.

To manufacture fixtures of copper, nickel, steel or other metal, also of wood or wax, and artificial flowers and plants ;

To have power to acquire any other enterprise of the same kind.

The head business place of the said company will be in the city of Montreal.

The proposed amount of capital stock will be \$25,000, divided into 5,000 shares of \$5 each.

The first directors of the company will be Alexander Ross, Eugène Delfosse, Alexandre Millette, Charles Blacklay and Percival Ross.

DUNN & ROBERT,
Attorneys for petitioners.

1724, Notre Dame street.
Montreal, 15th January, 1902.

368

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council of the province of Quebec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the Joint Stock Companies Act, of the province of Quebec.

1. The name of the company is to be "The T. F. Moore Company."

2. The object for which incorporation is sought are.

(a) To buy and sell wood, coal, coke, hay, grain and feed of all kinds.

(b) To do a general contracting, dredging and cartage business.

3. The head office of the said company shall be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred of the par value of \$100.00 each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, merchant ; Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate, and Arnold Wainwright, student, all of the city and district of Montreal, who shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 14th January, 1902.

342

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re J. C. Giroux, Berthierville, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 1st day of February, 1902, by order of the court, we were

més curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 8 février 1902. 659

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Moses Mendelsohn, marchand de chaussures,
de Montréal, Insolvable ;

et
Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24^e jour de février 1902, après laquelle date le dividende sera payable dans mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre Dame.
Montréal, 22 janvier 1902. 663

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Avis est par le présent donné que Bellavance & Frère, de Saint-Fabien, marchands, ont, le 31 janvier 1902, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 5 février 1902. 669

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 211.

Avis est par le présent donné que Joseph LeBel, commerçant de bois, de la paroisse de Saint-Honoré, dans le comté de Témiscouata, a, le 31 janvier 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Kamouraska.

POLYCARPE NADEAU,
Gardien provisoire.

GUST. J. CHAGNON,
Procureur du dit gardien.

Fraserville, 3 février 1902. 681

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Pierre Moisan, Saint-Raymond,
marchand, Insolvable.

Un troisième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 février 1902, date après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 février 1902. 667

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Onésime Huard, courtier, du village
de Plessisville, district d'Arthabaska.

et
J. Charles Barry, boulanger, de Sainte-Anne de la
Pérade, district de Trois-Rivières, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de tous

appointed joint curators to the estate of the above named, who made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 8th February, 1902. 660

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Moses Mendelsohn, boot and shoe dealer, of
Montreal, Insolvent ;

and
Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 24th day of February, 1902, after which date dividend will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 22nd January, 1902. 664

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
Notice is hereby given that Bellavance & Frère, of Saint Fabien, merchants, have, on the 31st January, 1902, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th February, 1902. 670

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 211.

Notice is hereby given that Joseph LeBel, lumberman, of the parish of Saint Honoré, in the county of Temiscouata, has, the 31st of January, 1902, made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska.

POLYCARPE NADEAU,
Provisional guardian.

GUST. J. CHAGNON,
Attorney for said guardian.

Fraserville, 3rd February, 1902. 682

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of Pierre Moisan, Saint Raymond,
merchant, Insolvent.

A third and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 24th February, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie streets
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th February, 1902. 668

Province of Quebec. }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Joseph Onésime Huard, broker, of the village
of Plessisville, district of Arthabaska,
Petitioner ;

and
J. Charles Barry, baker, of Sainte Anne de la Pé-
rade, district of Three Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his pro-

ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, à Trois-Rivières.

J. O. HUARD,
Gardien provisoire.

Plessisville, 28 janvier 1902.

629

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 98.

In re Alderic Lacombe, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 27 février 1902.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LOUIS TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,

180, rue Saint-Jacques.

Montréal, 3 février 1902. 631

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*

François Gélinas, rentier, des cité et district des Trois-Rivières, Requéant cession ;

et

Dame Maria Aurore Décoteau, épouse séparée de biens de Joseph Loranger, marchande publique des cité et district des Trois-Rivières, et y faisant commerce sous le nom de Jos. Loranger & Cie., Débitrice cédante.

Avis est par le présent donné que le 31 janvier dernier, la dite Marie Aurore Décoteau, a fait abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau des protonotaires de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières.

N. L. DENONCOURT,
Proc. du réquerant cession.

Trois-Rivières, 1er février 1902. 643

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. A. Delisle, Montréal, Insolvable.

Un deuxième et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 24 février 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 8 février 1902. 657

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re H. Lefkovitz & Co., Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 24 février 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 8 février 1902. 655

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Albert Newcommons, Demandeur ;

vs.

James A. Mullen, de la cité de Hull, épiciier, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le premier jour de février 1902, par ordre de la cour, le sousigné a été nommé curateur des biens du dit James A. Mul-

pertry for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, at Three Rivers.

J. O. HUARD,
Provisional guardian.

Plessisville, 28th January, 1902.

630

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 98.

In re Alderic Lacombe, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, No. 180, Saint James street, on or after the 27th February, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LOUIS TURGEON,
Joint curators

Office of Chartrand & Turgeon,

180, Saint James street.

Montreal, 3rd February, 1902. 632

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

François Gélinas, rentier, of the city and district of Three Rivers, Petitioner for assignment ;

and

Dame Maria Aurore Décoteau, wife separated as to property of Joseph Loranger, public trader, of the city and district of Three Rivers, and there carrying on business under the style and firm of Jos. Loranger & Cie., Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said Marie Aurore Decoteau, has, on the 31st day of January last, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers.

N. L. DENONCOURT,
Attorney for petitioner in assignment.

Three Rivers, 1st February, 1902. 644

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. A. Delisle, Montreal, Insolvent.

A second and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 24th February, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street.

Montreal, 8th February, 1902. 658

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re H. Lefkovitz & Co., Montreal, Insolvents.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 24th February, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street.

Montreal, 8th February, 1902. 656

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Albert Newcommons, Plaintiff ;

vs.

James A. Mullen, of the city of Hull, grocer, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the first day of February, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the estate of

len, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

THOMAS H. BIRKS,
Curateur.

Bureau : Lake Deschêne Milling Co. Building.
Hull, 1er février 1902. 627

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de The Sunlight Gas Co., Limited.,
Montréal, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 24e jour de février 1902, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Liquidateur.
Montréal, 4 février 1902. 641

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de R. A. Dickson, de Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le 20e jour de janvier, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 20 janvier 1902. 639

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
W. J. Henderson, Demandeur ;
vs

Joseph Cousineau, marchand de charbon et bois, de la cité de Montréal, Défendeur, absent.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 31e jour de janvier 1902, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, absent, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 1er février 1902. 661

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de P. J. Carroll, plombier, de la cité de Montréal, "Carroll Brothers," Failli ;
et

Alex. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24e jour de février 1902, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 5 février 1902. 665

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 10. }
In re Wm. E. Muir, Requérent cessionnaire ;
vs.

Joseph Laporte, Débiteur insolvable.

Avis est donné que le trente janvier dernier, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la

the said James A. Mullen, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

THOMAS H. BIRKS,
Curator.

Office : Lake Deschêne Milling Co., Building.
Hull, 1st February, 1902. 628

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of The Sunlight Gas Co., Limited,
Montreal, In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 24th day of February, 1902, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Liquidator.
Montreal, 4th February, 1902. 642

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of R. A. Dickson, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 20th day of January, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator,

Fraser Buildings, 43, Saint Sacrament street,
Montreal, 20th January, 1902. 640

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
W. J. Henderson, Plaintiff ;
vs

Joseph Cousineau, wood and coal dealer, of the city of Montreal, Defendant, absentee.

Public notice is hereby given that on the 31st day of January, 1902, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, absentee, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
Montreal, 1st February, 1902. 662

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of P. J. Carroll, plumber, of the city of Montreal, "Carroll Brothers", Insolvent ;
and

Alex. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 24th day of February, 1902, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre-Dame street.
Montreal, 5th February, 1902. 666

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 10. }
In re E. Wm. Muir, Petitioner for assignment ;
vs.

Joseph Laporte, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that by order of the court on the thirtieth day of January last, the under-

cour, curateur aux biens du dit Joseph Laporte, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

A. JOLICŒUR,
Curateur.
689

Montréal, 8 février 1902.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Dans l'affaire de John A. Bulmer & Co.,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes amendé, payable aux créanciers privilégiés, a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection dans mon bureau, Sun Life Building, 1766, rue Notre-Dame, Montréal, jusqu'au quatrième jour de février courant, après laquelle date le dividende sera payable.

A. F. C. ROSS,
Curateur des biens de John A. Bulmer & Co.
Bureau de P. S. Ross & Sons,
1766, rue Notre-Dame,
Montréal, 5 février 1902. 683

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de R. Jellyman & Co, Montréal, ma-
nufacturiers de boîtes, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au mardi, le vingt-cinquième jour de février 1902, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 8 février 1902. 685

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 181.

In re Félix Dansereau, Reqt. ces. ;

P. A. Pigeon, Deb. insolvable.
Avis est donné que le trente janvier dernier, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit P. A. Pigeon, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains, dans les trente jours de cet avis.

A. JOLICŒUR,
Curateur.
687

Montréal 8 février 1902.

En vertu de l'Acte des Liquidations

Dans l'affaire de The Victoria Montreal Fire Insurance Co., En liquidation.

Avis est par le présent donné que par ordre de Sa Seigneurie M. le juge Langelier, en date du 24 janvier 1902, samedi le 29e jour de mars 1902, a été fixé comme étant le jour où les créanciers de la compagnie et autres ayant des réclamations devront les déposer.

JOHN HYDE,
Liquidateur.
623

Montréal, 31 janvier 1902.

signed was appointed curator to the estate of the said Joseph Laporte, who has made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Claims attested on oath must be filed in my hands, within thirty days from this notice.

A. JOLICŒUR,
Curator.
690

Montreal, 8th January, 1902.

Superior Court.—District of Montreal.

In the matter of John A. Bulmer & Co.,
Insolvents.

Notice is hereby given that an amended first dividend sheet, payable to the privileged creditors, has been prepared in this matter, open to objection at my office, Sun Life Building, 1766, Notre Dame street, Montreal, until the twenty-fourth day of February instant, after which date the dividend will be payable.

A. F. C. ROSS,
Curator estate John A. Bulmer & Co.
Office of P. S. Ross & Sons,
1766, Notre Dame street.
Montreal, 5th February, 1902. 684

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of R. Jellyman & Co., Montreal,
box manufacturers, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, opened to objection until Tuesday, the twenty-fifth day of February, 1902, after which date dividends will be payable at our office.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curator.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 8th February, 1902. 686

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 181.

In re Félix Dansereau, Petr. for assignment ;

P. A. Pigeon, Insolvent debtor.
Notice is hereby given that by order of the court, dated the thirtieth day of January last, the undersigned was appointed curator to the estate of the said P. A. Pigeon, who made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Claims duly attested on oath must be filed in my hands, within thirty days from this notice.

A. JOLICŒUR,
Curator.

Montreal, 8th February, 1902.

Under the Winding up Act

In the matter of The Victoria-Montreal Fire Insurance Co., In liquidation.

Notice is hereby given that by order of His Lordship Mr. Justice Langelier, given on the 24th January, 1902, that Saturday, 29th March, 1902, has been fixed as the day within which creditors of the company and others who have claims thereon must send in their claims.

JOHN HYDE,
Liquidator.
624

Montreal, 31st January, 1902.

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **D**AME ALICE A. WOOD, du village de
District de Bedford, } Dunham, dans le dit district, No. 6860. }
veuve de feu Herbert A. Rublee, en son vivant du canton de Dunham, dans le dit district, cultivateur, décédé ; contre les meubles et immeubles de WILLIAM F. SCOTT, du village de Knowlton, dans le dit district, chirurgien vétérinaire et manufacturier de tinettes, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans le village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, maintenant connu et décrit sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sweetsburg, comme lot numéro trente deux (32), contenant cinquante-deux acres de terre ou environ et lot numéro cinquante-cinq (55), du dit plan, contenant deux acres de terre ou environ en superficie.

Ce lot de terre situé dans le canton de Dunham, dans le dit district, maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, comme lot numéro quatre-vingt-huit (88), contenant 112 acres en superficie, plus ou moins.

Et aussi cet autre lot de terre sis et situé dans le dit village de Sweetsburg, étant partie du lot numéro quarante deux (42), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sweetsburg ; borné comme suit, à savoir : au nord par le dit lot du cadastre numéro trente deux (32), à l'est par le lot de cadastre numéro quarante huit (48), au sud par le dit lot de cadastre numéro quarante-huit (48), (un acre du dit lot numéro quarante deux (42) ayant été vendu à un nommé N. Desroches) et par les numéros de cadastre 37, 38, 39, 40, 41 et 43, et à l'ouest par le dit un acre. Le dit lot numéro quarante-trois (43), le chemin public et les numéros 41 et 27 contenant quinze acres de terre ou environ en superficie—ensemble avec toutes les bâtisses érigées sur les dits lots de terre ci-dessus décrits.

Sauf et excepté de la dite terre un ruisseau près du sommet de la côte sur le lot 26, dans le 2e rang des lots (arpentage primitif), du canton de Dunham, dans le district de Bedford, avec le droit d'y puiser de l'eau, et dans ce but d'y creuser des tranchées et d'y ériger des réservoirs, tant à la source du dit ruisseau qu'à toute autre endroit convenable, ainsi que sur le lot 25 dans le dit 2e rang, et de conduire l'eau du dit ruisseau aussi loin que nécessaire pour l'usage du palais de justice et la prison, situés à Sweetsburg susdit, et pas plus loin, sur paiement de tout dommage causé par le creusage et la réparation des dits tranchées et réservoirs.

Pour être vendus en bloc au bureau du shérif du district de Bedford, au palais de justice, dans le village de Sweetsburg susdit, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 14 janvier 1902. 369.2
[Première publication, 18 janvier 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **D**AME ALICE A. WOOD,
District of Bedford, } of the village of Dunham, No. 6860. }
in said district, widow of the late Herbert A. Rublee, in his lifetime of the township of Dunham, in said district, yeoman, deceased ; against the goods and lands of WILLIAM F. SCOTT, of the village of Knowlton, in said district, veterinary surgeon and butter tub manufacturer, Defendant.

That certain lot of land situated in the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, now known and described on the official plan and book of reference of said village of Sweetsburg, as lot number thirty-two (32), containing fifty-two acres of land or thereabouts, and lot number fifty-five (55), of said plan, containing two acres of land or thereabouts in superficies.

That certain lot of land situate in the township of Dunham, in said district, now known and designated on the official plan and book of reference of said township of Dunham, as lot number eighty-eight (88), containing 112 acres in superficies, more or less.

And also that certain other lot of land situate and being in the said village of Sweetsburg, being part of lot number forty-two (42), of said official plan and book of reference of said village of Sweetsburg ; bounded as follows, to wit : on the north by said cadastral lot number thirty-two (32), on the east by cadastral lot number forty-eight (48), on the south by said cadastral lot number forty-eight (48), (one acre having been sold off of said lot number forty-two (42), to one N. Desroches), and by cadastral numbers 37, 38, 39, 40, 41 and 43, and on the west by said one acre. Said lot number forty-three (43), the highway and numbers 41 and 27 containing fifteen acres or thereabouts of land in superficies—together with all the building erected on said lots of land so above described.

Save and except from said land a certain spring near the top of the hill on lot 26, in the 2nd range of lots (primitive survey), of the township of Dunham, in the district of Bedford, with the right to draw water therefrom, and for that purpose to dig trenches thereto and to erect reservoirs therefor, as well at the source of said spring as in any other place it may be deemed advisable, as well on lot 25 in said 2nd range, and to conduct the water from said spring as far as it is necessary for the use of the court house and jail, situate in Sweetsburg aforesaid, and no further, upon the payment of any actual damage that may be caused by digging and repairing the said trenches and reservoirs.

To be sold *en bloc* at the office of the sheriff of the district of Bedford, in the court house, in the village of Sweetsburg aforesaid, on the FIRST day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON.

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 14th January, 1902. 370
[First published, 18th January, 1902.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Chicoutimi, à savoir : } **H**YPPOLITE LARO-
No 2485. } **C**HELLE, architecte
mécaniste, de la ville de Lévis, Demandeur ; contre
JOSEPH HARVEY, cultivateur, de la paroisse de
Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean,
Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Jérôme, étant désignée par la lettre A, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quatrième rang du canton Métabetchouan, comté du Lac Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Jérôme, le DIX-NEUVIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 14 janvier 1902.

[Première publication, 18 janvier 1902].

Shérif.

337-2

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Chicoutimi, to wit : } **H**YPPOLITE LARO-
No. 2485. } **C**HELLE, archi-
tect and machinist, of the town of Lévis, Plaintiff ;
against **JOSEPH HARVEY**, farmer, of the parish
of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John,
Defendant.

A land situate in the parish of Saint Jérôme, being described as letter A, of the official plan and book of reference of the cadastre of the fourth range of the township Métabetchouan, county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Jérôme, on the NINETEENTH day of the month of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon,

O. BOSSE,

Sheriff Office,

Chicoutimi, 14th January, 1902.

[First published, 18th January, 1902.]

Sheriff.

338

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **D**AME SOPHIE
District de Montmagny. } **T**ALBOT, de Saint-
No. 62. } Valier, épouse de feu
Ferdinand Corriveau ; contre **LOUIS PARENT**,
aussi de St-Valier, savoir :

Une terre connue sous le numéro trois cent quarante-huit (348), du cadastre officiel de la dite paroisse de St-Valier, troisième rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Valier, JEUDI, le VINGTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif,

Montmagny, 8 janvier 1902.

[Première publication, 18 janvier 1902]

Shérif.

375-2

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **D**AME SOPHIE
District of Montmagny. } **T**ALBOT, of Saint
No. 62. } Valier, widow of the
late **Ferdinand Corriveau** ; against **LOUIS PA-
RENT**, also of Saint Valier, to wit :

A land known and described as number three hundred and forty-eight (348), of the official cadastre of the said parish of Saint Valier, third range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Valier, on THURSDAY, the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office,

Montmagny, 8th January, 1902.

[First published, 18th January, 1902].

Sheriff.

376

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L**'HONORABLE LOUIS
No 2778. } **F**RANÇOIS RODRI-
GUE MASSON, l'un des sénateurs de la puissance
du Canada, et al., agissant tous deux aux présentes
en leur qualité de seuls exécuteurs et administra-
teurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T**HE HONORABLE LOUIS
No. 2778. } **F**RANÇOIS RODRIGUE
MASSON, one of the senators of the Dominion of
Canada, et al., all acting herein in their quality of
sole testamentary executors and administrators in
trust *fideli-commissaires* to the property of the estate

de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant de la cité de Montréal, marchand, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Ferdinand Bayard, boucher, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Rosalie Joséphine Thompson, l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de Montréal—avec bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par l'avenue Mitcheson, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre cent trente et un (431).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 28 janvier 1902.

[Première publication, 8 février 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE RELIANCE LOAN**
No. 1747. } **SAVINGS COMPANY**

OF ONTARIO, corps incorporé, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements DES HERITIERS de feu Philéas Bissonnette dit Pelletier, des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à feu Philéas Bissonnette dit Pelletier et en la possession des dits défendeurs en leur qualité susdite, l'immeuble suivant, à savoir :

Cet emplacement situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, formant partie du lot numéro onze (11), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, étant la moitié sud du lot du subdivision numéro onze cent soixante et six (1166), contenant vingt-cinq (25) pieds de largeur sur quatre-vingt-quatre (84) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle en commun, du côté nord par la moitié de la dite subdivision numéro 1166, et du côté sud par le lot de subdivision numéro 1165—avec les bâtisses lambrissées en briques, consistant en un magasin et maison et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Montréal, 15 janvier 1902.

[Première publication, 18 janvier 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir : } **TELESPHORE COTE**, ren-
No 1351. } **tier**, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES FREDERIC BARNES, mécanicien, du même lieu, Défendeur.

Deux lots de terre situés à la côte St-Luc, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce Ouest, dans le district de Montréal, désigné comme numéros de subdivision deux cent onze et deux cent douze du numéro cinquante-deux, des plan et livre de renvoi officiels, de la municipalité de la paroisse de Montréal, chacun des dits lots de subdivision contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent seize pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, les deux dits lots de subdivision étant contigus l'un à l'autre ; bornés en front au sud est par l'avenue Cool Brook—avec les bâtisses dessus érigées.

of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of the said city of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Ferdinand Bayard, butcher, of the same place, and the latter to authorize his wife, Defendant.

Seized and belonging to the said defendant, Dame Rosalie Joséphine Thompson, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by Mitcheson avenue, known and described on the official plan and book of reference of the village Saint Jean Baptiste, as number four hundred and thirty-one (431).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 28th January, 1902.

[First published, 8th February, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE RELIANCE LOAN**
No. 1747. } **SAVINGS COMPANY**

OF ONTARIO, a body corporate, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THE HEIRS of the late Philéas Bissonnette dit Pelletier, of the city and district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the late Philéas Bissonnette dit Pelletier, and in the possession of the said defendant in their quality aforesaid, the following immovable, to wit :

That certain emplacement situate at the town of Saint Louis, in the district of Montreal, and forming part of lot number eleven (11), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, being the south half of subdivision lot number eleven hundred and sixty six (1166), containing twenty-five (25) feet in width by eighty-four (84) in depth, english measure, more or less ; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by a common lane, on the north side by the half of said subdivision number 1166, and on the south side by subdivision lot number 1165—with the brick encased buildings consisting of a store and dwelling and other buildings, thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 15th January, 1902.

[First published, 18th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **TELESPHORE COTE**, ren-
No. 1351. } **tier**, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of CHARLES FREDERIC BARNES, machinist, of the same place, Defendant.

Two lots of land situate and being in the Côte Saint Luc, in the parish of Notre Dame de Grâce Ouest, in the district of Montreal, described as subdivision numbers two hundred and eleven and two hundred and twelve, of number fifty-two, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, each of the said subdivision lot containing twenty-five feet in width by one hundred and sixteen feet in depth, the whole english measure, without warranty of precise measurement, the said two subdivision lots being contiguous to each other ; bounded in front to the south east by Cool Brook avenue—with the buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. A. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 15 janvier, 1902. 325-2
[Première publication, 18 janvier, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PEOPLE'S MUTUAL BUILDING SOCIETY**, Classe B, corps incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans le cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **WATSON WATMUFF**, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, commerçant, Défendeur.

Cet emplacement consistant en trois lots de terre faisant front sur la rue Amherst, dans le quartier Saint-Denis, de la dite cité de Montréal, désigné comme subdivisions numéros trois cent trente-trois, trois cent trente-quatre et trois cent trente-cinq, sur le plan de subdivision du lot numéro cinq, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis—avec une maison lambrisée en briques et autres bâtisses sus-érigées, avec le droit de se servir de la ruelle en arrière en commun avec les autres personnes y ayant droit.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 15 janvier 1902. 327-2
[Première publication, 18 janvier 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **EUSEBE LORRAIN**, No 1958, bourgeois, de la paroisse de Saint-Martin, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JANVIER PLOUFFE**, du même lieu, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, Côte du Sud, connu et désigné comme partie du lot numéro cinquante et un (No 51), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, la dite terre ayant un arpent de largeur sur un arpent et demi de longueur, mesure française, plus ou moins, sans de garantie de mesure précise ; borné en front par le chemin public, d'un côté par Cyrille Taillefer ou représentants, et de l'autre côté et en arrière par le dit défendeur, Janvier Plouffe ou représentants—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le VINGTIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 14 janvier 1902. 317-2
[Première publication, 18 janvier 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME EVA ST-AMAND**, No 11486, de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Albert Jetté, agent, du même lieu, y faisant affaires seule comme marchande publique, sous le nom de "A. Jetté & Cie", et le dit Albert Jetté, pour autoriser son épouse aux présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **MAXIME PAPINEAU**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Burnett, en la cité de Montréal, contenant quarante-sept pieds de largeur sur cent deux pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 15th January, 1902. 326
[First published, 18th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PEOPLE'S MUTUAL BUILDING SOCIETY**, Class B, a body corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **WATSON WATMUFF**, of the town of Westmount in the district of Montreal, trader, Defendant.

That certain emplacement consisting of three lots of land fronting on Amherst street, in the Saint Denis ward, of the said city of Montreal, designated as subdivisions numbers three hundred and thirty-three, three hundred and thirty-four and three hundred and thirty-five, upon the subdivision plan of lot number five, on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis—having a brick encased dwelling and other erections thereon, with the right of use of the lane in rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 15th January, 1902. 328
[First published, 18th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **EUSEBE LORRAIN**, bourgeois, of the parish of Saint Martin, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JANVIER PLOUFFE**, of the same place, Defendant.

A piece of land being and situate in the parish of Saint Martin, in the county of Laval, Côte du sud, and being known and designated as a portion of lot number fifty-one (No. 51), on the official plan and book of reference of the said parish, the said land being one arpent in width by one arpent and a half in length, french measurement, more or less, [without warranty of precise measurement ; bounded in front by the public road, on one side by Cyrille Taillefer or representatives, and on the other side and in rear by the said defendant, Janvier Plouffe or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Martin, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 14th January, 1902. 318
[First published 18th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME EVA ST-AMAND**, No. 11486, of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Albert Jetté, agent, of the same place, carrying on business alone at Montreal, as public trader, under the style and firm of "A Jetté & Cie," and the said Albert Jetté to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MAXIME PAPINEAU**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot fronting on Burnett street, in the city of Montreal, containing forty seven feet in width by one hundred and two feet six inches in depth, the whole english measure, more or less—with the

moins—avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 27, 29 et 31, de la dite rue Burnett, et avec droit en commun avec ceux qui y ont droit, à l'usage de deux ruelles portant les numéros douze (12) et vingt (20), de la subdivision du lot primitif numéro cinq cent trois (503), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal. Cet emplacement est composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-trois (23) et vingt quatre (24), de la subdivision du lot primitif numéro cinq cent trois (503), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour du FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 janvier 1902. 315.2

[Première publication, 18 janvier 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal à savoir : } FRANK SCOTT, de la
No 2588. } cité et du district de
Montréal, assistant-trésorier, en sa qualité de
secrétaire du Grand Trunk Railway of Canada
Superannuation and Provident Fund Association,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
ARTHUR MYRE, ci-devant de la cité et du district
de Montréal et maintenant de lieux inconnus,
Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Westmount, contenant vingt et un pieds quatre pouces de largeur en front et en arrière sur cent dix pieds huit pouces de profondeur sur la ligne de côté nord-ouest et cent dix pieds un pouce sur la ligne de côté sud-est, mesure anglaise, plus ou moins, et étant composé des parties ci-après décrites des lots numéros quinze et seize, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt trois (383-15-16), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté de Hochelaga :

1° La partie maintenant hypothéquée de la dite subdivision officielle du lot numéro quinze, contenant sept pieds quatre pouces de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sur toute la profondeur du dit lot et bornée comme suit : en front, au sud-ouest par l'avenue Clondeboye, en arrière par une ruelle étant le numéro sept, de la dite subdivision officielle (383-7), d'un côté, au nord-ouest, par le résidu du dit lot numéro quinze, et de l'autre côté, au sud-est, par la partie ci-après décrite du dit lot numéro seize.

2° La partie maintenant hypothéquée de la dite subdivision officielle du lot numéro seize, contenant quatorze pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sur toute la profondeur du dit lot, bornée comme suit : en front, au sud-ouest, par la dite avenue Clondeboye, en arrière par la dite ruelle numéro sept (383-7), d'un côté, au sud-est, par le résidu de la dite subdivision officielle lot numéro seize, et de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie ci-dessus décrite, de la dite subdivision officielle lot numéro quinze—avec trois maisons en pierre et en briques et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour du FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 15 janvier 1902. 219-2

Première publication du 11 janvier 1902, est nulle.

[Première publication, 18 janvier 1902.]

buildings thereon erected, bearing the civic numbers 27, 29 and 31, of the said Burnett street, and also with the right in common with those entitled thereto, to the use of two lanes bearing the numbers twelve (12) and twenty (20), of the subdivision of the primitive lot number five hundred and three (503), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal. This lot is made up of the lots of land known and described as number twenty-three (23), and twenty four (24), of the subdivision of the primitive lot number five hundred and three (503), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th January, 1902. 316

[First published, 18th January, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANK SCOTT, of the city
No. 2588. } and district of Montreal,
assistant treasurer, in his quality of secretary of the
Grand Trunk Railway of Canada Superannuation
and Provident Fund Association, Plaintiff ; against
the lands and tenements of ARTHUR MYRE,
heretofore of the city and district of Montreal, and
now of parts unknown, Defendant.

A lot of ground situate in the town of Westmount, containing twenty-one feet four inches in breadth in front and in rear by one hundred and ten feet eight inches in depth in the north west side line and one hundred and ten feet one inch in the south east side line, english measure, and more or less, and being composed of the portions hereinafter described of lots numbers fifteen and sixteen of the official subdivision of lot number three hundred and eighty-three (383-15-16), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, county of Hochelaga :

1. The portion presently hypothecated of said official subdivision lot number fifteen, containing seven feet four inches in breadth, english measure, and more or less, by the whole depth of the said lot and bounded as follows : in front, to the south west by Clondeboye avenue, in rear by a lane being number seven, of the said official subdivision (383-7), on one side, to the north-west, by the remainder of said lot number fifteen, and on the other side, to the south-east, by the portion hereinafter described of said lot number sixteen.

2. The portion presently hypothecated of said official subdivision lot number sixteen, containing fourteen feet in breadth, english measure, and more or less, by the whole depth of the said lot ; bounded as follows : in front, to the south-west, by the said Clondeboye avenue, in rear by the said lane number seven (383-7), on one side, to the south east, by the remainder of said official subdivision lot number sixteen, and on the other side, to the north west, by the portion hereinabove described of said official subdivision lot number fifteen—with three stone and brick dwelling houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th January, 1902. 220

First publication of 11th January, 1902, is null.

[First published, 18th January, 1902.]

MANDAT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D. LIGHTHALL**,
No 2. } **W.** maire, de la ville
de Westmount, et **WM. MINTO**, secrétaire-trésorier
de la dite ville, dûment autorisés par le conseil de la
ville de Westmount, en vertu des articles 4557 et
4558 des statuts révisés de la province de Québec, de
saisir et vendre les terres et tenements de la succe-
sion **SOMERVILLE WEIR**.

1. Un emplacement formant partie de la partie non-subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur en front et en arrière, sur cent dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, tel qu'enclos dans les présents murs et clôtures : borné en front par l'avenue Western, en arrière et des deux côtés par le résidu de la dite partie non-subdivisée du lot numéro deux cent vingt, la ligne de côté nord-est de la dite ligne du dit emplacement est parallèle, et quarante-huit pieds, mesure anglaise, de la ligne de côté sud-ouest de l'avenue Lansdowne—avec une maison lambrissée sus-érigée, avec une remise en arrière et portant le numéro civique quatre mille sept cent treize (4713), avenue Western.

2° Un autre emplacement formant partie de la partie non subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur en front et en arrière sur cent dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, tel qu'enclos dans les présents murs et clôtures ; borné en front par la dite avenue Western, en arrière et du côté nord-est, par d'autres parties de la dite partie non-subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt, et du côté sud-ouest par la subdivision numéro soixante et neuf, du lot officiel numéro deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison lambrissée sus-érigée, avec remise lambrissée en arrière et portant le numéro civique 4721, avenue Western.

3° Un emplacement formant partie de la partie non-subdivisée du dit lot officiel numéro deux cent vingt, des plan et livre renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cent seize pieds de largeur en front et même mesure en largeur en arrière, sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, tel qu'enclos dans les présents murs et clôtures ; borné en front par l'avenue Lansdowne, en arrière par les subdivisions numéros soixante et dix, soixante et onze et soixante et douze, du lot officiel deux cent dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; du côté nord-ouest, par la subdivision numéro quarante, du dit lot officiel numéro deux cent vingt, des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté sud-est, par une autre partie de la partie non-subdivisée du dit lot officiel numéro deux cent vingt.

4° Un emplacement situé dans la ville de Westmount, étant la subdivision numéro douze, du lot officiel numéro deux cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, le dit emplacement ayant cinquante pieds de largeur en front et en arrière, sur cent trente cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par l'avenue Victoria, du côté sud-est par la subdivision treize, du dit lot officiel numéro deux cent quinze, en arrière, au sud-ouest par les subdivisions numéros "C" et "B" de la subdivision dix, du lot officiel numéro deux cent quatorze, des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté nord-ouest par les subdivisions numéros un, quatre et cinq, de la subdivision numéro onze, du lot officiel numéro deux cent quinze, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—ensemble avec les deux maisons lambrissées sus-érigées et

WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D. LIGHTHALL**,
No. 2. } **W.** mayor, of the town of
Westmount, and **WM. MINTO**, secretary treas-
urer of the said town, thereto duly authorized by
the Council of the town of Westmount, under
articles 4557 and 4558 of the revised statutes of the
province of Quebec, to seize and take in execution
the lands and tenements of the estate **SOMER-
VILLE WEIR**.

1. An emplacement forming part of the unsubdivided part of official lot number two hundred and twenty, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing forty-eight feet in width in front and in rear, by one hundred and nineteen feet in depth, english measure, more or less, and as enclosed within the present walls and fences ; bounded in front by Western Avenue, in rear and on both sides by the remaining part of said unsubdivided part of lot number two hundred and twenty, the north east side line of said line of said emplacement is parallel to, and forty-eight feet english measure from the south west side line of Lansdowne Avenue—with a frame dwelling thereon erected, with a frame shed in rear and bearing the civic number four thousand seven hundred and thirteen (4713), Western Avenue.

2. Another emplacement forming part of the unsubdivided portion of official lot number two hundred and twenty, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing forty-eight feet in width in front and in rear by one hundred and nineteen feet in depth, english measure, more or less, as enclosed within the present walls and fences ; bounded in front by said Western Avenue, in rear and on the north east side by other parts of said unsubdivided part of official lot number two hundred and twenty, and on the south west side by subdivision number sixty-nine, of official lot number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the parish of Montreal—with frame dwelling thereon erected, with frame shed in rear and bearing the civic number 4721 Western Avenue.

3. An emplacement forming part of the unsubdivided portion of said official lot number two hundred and twenty, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing one hundred and sixteen feet in width in front and of the same measure in width in rear, by one hundred and forty-four feet in depth, english measure, more or less, and as enclosed within the present walls and fences ; bounded in front by Lansdowne Avenue, in rear by subdivisions numbers seventy, seventy-one and seventy-two, of official lot two hundred and nineteen, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, on the north west side by subdivision number forty, of said official lot number two hundred and twenty, of said official plan and book of reference, and on the south east side by another part of the unsubdivided part of said official lot number two hundred and twenty.

4. An emplacement situate in the town of Westmount, being subdivision number twelve, of official lot number two hundred and fifteen, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the same being fifty feet in width in front and in rear, by one hundred and thirty-five feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by Victoria Avenue, on the south east side by subdivision thirteen, of said official lot number two hundred and fifteen, in rear to the south west by subdivisions numbers "C" and "B" of subdivision ten, of official lot number two hundred and fourteen, of said official plan and book of reference, and on the north west side by subdivisions numbers one, four and five of subdivision number eleven, of official lot number two hundred and fifteen, of said official plan and book of reference of the parish of Montreal—together with the two frame

portant les numéros civiques 486 et 488, Avenue Victoria.

5° Un emplacement situé dans la ville de Westmount, étant le lot numéro treize du lot officiel numéro deux cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur en front et en arrière, et cent trente cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front par l'avenue Victoria, du côté sud-est par la subdivision numéro quatorze, du dit lot officiel numéro deux cent quinze, en arrière, au sud-ouest, par les subdivisions "C" et "D" de la subdivision numéro dix, du lot officiel numéro deux cent quatorze, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du côté nord-ouest par la subdivision numéro douze, du dit lot officiel numéro deux cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. A. FRANCHERE,

Bureau du Shérif.

Député Shérif.

Montréal, 15 janvier 1902.

225 2

Première publication du 11 janvier 1902, est nulle.

[Première publication, 18 janvier 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } **U** BALDE GARAND ET
No 1978. } **TANCREDE D. TER-**
ROUX, tous deux banquiers, des cité et district de
Montréal, et faisant affaires comme tels sous les nom
et raison de Garand, Terroux & Cie. Demandeurs ;
contre **ROBERT HUGHES CONROY ET WIL-**
LIAM JACKSON CONROY, tous deux de la ville
d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, et faisant
affaires ensemble sous les nom et raison de R. & W.
Conroy, Défendeurs, à savoir :

Avis est par les présentes donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause, qui devait
avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le trente-
unième jour de décembre dernier (1901), au bureau
d'enregistrement, dans la cité de Hull, district
d'Ottawa, aura lieu au même heure et place, le
VINGT-CINQUIEME jour de FEVRIER prochain
(1902).

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Hull, 5 février 1902.

673

[Première publication, 8 février 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L**'HONORABLE THOMAS
No 586. } **CHASE CASGRAIN**, de
la cité de Montréal, et **JOSEPH ISAAC LAVERY**,
de la cité de Québec, tous deux avocats et prati-
quant ci-devant en société comme tels sous la

dwellings thereon erected and bearing the civic num-
bers 486 and 488, Victoria Avenue.

5. An emplacement situate in the town of West-
mount, being lot number thirteen, of official lot
number two hundred and fifteen, of the official plan
and book of reference of the parish of Montreal,
containing fifty feet in width in front and in rear,
and one hundred and thirty-five feet in depth,
english measure, more or less; bounded in front by
Victoria Avenue, on the south east side by subdivi-
sion number fourteen of said official lot number
two hundred and fifteen, in rear to the south west
by subdivisions "C" and "D" of subdivision num-
ber ten, of official lot number two hundred and
fourteen, of the official plan and book of reference
of the parish of Montreal, and on the north west side by
subdivision number twelve, of said official lot num-
ber two hundred and fifteen, of the official plan and
book of reference of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY
next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. A. FRANCHERE,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 15th January 1902.

226

First publication of 11th January, 1902, is null.

[First published, 18th January, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } **U** BALDE GARAND AND
No. 1978. } **TANCREDE D. TER-**
ROUX, both bankers, of the city and district of
Montreal, and doing business together as such
under the name and style of Garand, Terroux & Cie.,
Plaintiffs; against **ROBERT HUGHES CONROY**
AND **WILLIAM JACKSON CONROY**, both of the
town of Aylmer, in the district of Ottawa, and
doing business together under the name and style
of R. & W. Conroy, Defendants, to wit :

Notice is hereby given that the sale of the im-
movables seized in this cause, formerly announced to
take place at ten of the clock in the forenoon, on
the thirty-first day of December last (1901), at the
registry office, in the city of Hull, district of Ottawa,
will take place at the same hour and place on the
TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next
(1902.)

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Hull, 5th February, 1902.

674

[First published, 8th February, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **T**HE HONORABLE THOMAS
No. 586. } **CHASE CASGRAIN**, of the
city of Montreal, and **JOSEPH ISAAC LAVERY**,
of the city of Québec, advocates, formerly in partner-
ship as such under the style and firm of "Casgrain

raison sociale de "Casgrain & Lavery"; contre PIERRE MATHIEU, de la paroisse de l'Ange-Gardien, cultivateur, à savoir :

Le lot No 61 (soixante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, étant un circuit de terre situé sur le chemin public au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le QUATORZIEME jour de MARS prochain à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 6 février 1902.

Shérif.
691

[Première publication, 8 février 1902.]

& Lavery"; against PIERRE MATHIEU, of the parish of l'Ange Gardien, farmer, to wit :

Lot No. 61 (sixty-one), of the official cadastre of the parish of l'Ange Gardien, being a circuit of land situate on the public road of the first rang—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Ange Gardien, county of Montmorency, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,
Quebec, 6th February, 1902.

Sheriff.
692

[First published, 8th February, 1902.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } **DAME MARY WELLS, Dé-**
No 106. } **mauderesse; vs. H. ST. GERMAIN et**

ALPHONSE BENOIT, Défendeurs.

Saisi sur le défendeur, Alphonse Benoit :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, sur le septième rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sous le numéro cent quatre-vingt (No 180)—avec les bâtisses.

2° Un terrain situé au même lieu, sur le sixième rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sous le numéro soixante et un No 61—avec les bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGÈNE SICOTTE,

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 15 janvier 1902.

Shérif.
331.2

[Première publication, 18 janvier 1902.]

Proclamation

Proclamation concernant l'érection civile de la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, amendée conformément à l'arrêté en conseil No 67 du 5 février 1902.

Cette proclamation amende la proclamation du 9 juillet 1901, érigeant la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, publiée dans la *Gazette Officielle* du 13 juillet 1901, page 1561.

Canada, Province de Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que MM.
Proc.-Général. } L. N. Asselin,
J. V. Gagnon et A. P. Letendre, commissaires

Sheriff's Sales—St. Hyacinthe

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } **DAME MARY WELLS,**
No 106. } **Plaintiff; vs. H. ST GERMAIN**

and ALPHONSE BENOIT, Defendants.

Seized on defendant, Alphonse Benoit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Théodore d'Acton, Bagot county, on the seventh range, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Théodore d'Acton, as lot number one hundred and eighty (No. 180)—with the buildings.

2. A lot of land situate at the same place, on the sixth range, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Théodore d'Acton, as lot number sixty-one (No. 61)—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint-Théodore d'Acton, on the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGÈNE SICOTTE,

Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, 15th January, 1902.

Sheriff.
302

[First published, 18th January, 1902.]

Proclamation

Draft of proclamation concerning the civil erection of the parish of Saint-Alphonse de Liguori, in the county of Bonaventure, amended in accordance with order in council No. 67, of the 5th February, 1902.

This proclamation amends the proclamation of the 9th of July, 1901, erecting the parish of Saint-Alphonse de Liguori, published in the *Quebec Official Gazette* of the 13th of July, 1901, page 1561.

Canada, Province of Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

ELWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS Messrs.
Atty.-General. } L. N. Asselin,
J. V. Gagnon and A. P. Letendre, commissioners

dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, dans le dit diocèse susdit :

Attendu que ce rapport modifiait les limites et bornes de la dite paroisse, telles que déterminées par le décret canonique et que Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Rimouski, consulté à ce sujet, tel que voulu par la loi, a refusé d'accepter les modifications suggérées par les commissaires et a demandé l'érection civile de la dite paroisse avec les limites et bornes mentionnées dans le décret canonique, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, est bornée comme suit : savoir :

Au nord, partie par la ligne qui sépare les terres non arpentées des lots numéros vingt-neuf (29), trente (30), trente et un (31), trente-deux (32) et trente-trois (33), du huitième (8e) rang du canton New-Richmond, et partie par le trait-carré entre le douzième (12e) et le treizième (13e) rangs du canton Hamilton.

Au sud, partie par le trait-carré entre le quatrième (4) et le cinquième (5e) rangs du dit canton Hamilton, cette ligne étant la limite nord de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, et partie par le trait-carré entre les rangs trois (3) et quatre (4) du canton New-Richmond.

A l'est, partie—sur les rangs douze (12), onze (11), dix (10) et neuf (9), du canton Hamilton—partie par la rivière Bonaventure jusqu'au point où elle rencontre la ligne qui sépare le lot numéro dix-huit (18) du lot numéro dix-sept (17), du neuvième (9e) rang du canton Hamilton, partie par la ligne séparant le lot numéro dix-huit (18) du lot numéro dix-sept (17) des rangs neuf (9) (au sud de la rivière Bonaventure), huit (8), sept (7), six (6) et cinq (5) du dit canton, jusqu'au trait-carré entre le quatrième (4e) et le cinquième (5e) rangs du même canton, et partie par la ligne séparative des cantons Hamilton et New-Richmond.

A l'ouest, partie par la ligne de séparation entre les lots numéros vingt-huit (28) et vingt-neuf (29), des rangs quatre (4), cinq (5), six (6), sept (7) et huit (8) du canton New-Richmond, et partie par les terres non concédées ou non arpentées au nord du dit huitième (8e) rang du canton New-Richmond.

La dite paroisse couvre une étendue d'environ trente mille (30,000) acres.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos fâux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très

duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Rimouski, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant-governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries, which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Alphonse de Liguori, in the county of Bonaventure, in the said Roman Catholic diocese of Rimouski :

Whereas this report modified the limits and boundaries of the said parish, such as fixed by the canonical decree, and His Lordship the Bishop of Rimouski, being consulted on the subject, as required by law, has refused to accept the modifications suggested by the commissioners, and has asked for the civil erection of the said parish with the limits and boundaries mentioned in the canonical decree, as follows, to wit :

The parish of Saint Alphonse de Liguori, in the county of Bonaventure, is bounded as follows, to wit :

On the north, partly by the line which separates the unsurveyed lands from lots numbers twenty-nine (29), thirty (30), thirty-one (31), thirty-two (32), and thirty-three (33), of the eight (8th) range of the township New Richmond, and partly by the division line between the twelfth (12th) and thirteenth (13th) ranges of the township Hamilton.

On the south, partly by the division line between the fourth (4th) and fifth (5th) ranges of the said township Hamilton, this line being the north limit of the parish of Saint Charles de Caplan, and partly by the division line between the ranges three (3) and four (4) of the township New Richmond.

On the east, partly—on the ranges twelve (12), eleven (11), ten (10) and nine (9), of the township Hamilton—by the river Bonaventure to the point where it meets the line which separates lot number eighteen (18), from lot number seventeen (17), of the ninth (9th) range of the township Hamilton, partly by the line separating lot number eighteen (18), from lot number seventeen (17) of the ranges nine (9), (south of the river Bonaventure), eight (8), seven (7), six (6) and five (5) of the said township, to the division line between the fourth (4) and the fifth (5th) ranges of the same township, and partly by the boundary line of the townships Hamilton and New Richmond.

On the west, partly by the line of separation between the lots numbers twenty-eight (28) and twenty-nine (29), of the ranges four (4), five (5), six (6), seven (7) and eight (8), of the township New Richmond, and partly by the ungranted or unsurveyed lands on the north of the said eighth (8th) range of the township New Richmond.

The said parish covers an extent of about thirty thousand (30,000) acres.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Alphonse de Liguori aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Alphonse de Liguori, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our

distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

697

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Awantjish.

Lot 36, du 2e rang, à Pierre Bélanger.

Canton Cabot.

Lot 39, du rang N. E., chemin K, à Zénon Gendron.

Canton Humqui.

7e rang.

Lot 12, à Maurice Turbide.

Lot 13, à J. Bte. Michaud.

Lot 14, à Ad. Therriault.

Lot 15, à M. Arsenault.

Lot 16, à Henri Richard.

Lot 17, à P. O. Turbide.

8e rang.

Lot 12, à Alf. Poitras.

Lot 13, à Jos. L'Abbé.

Lot 14, à Nap. Gaze.

Lot 16, à Frs. Jalbert.

Lot 17, à Jos. Bédard.

6e rang.

Lot 32, à J. N. Leblanc.

Lot 33, à Alcide Daigle.

Canton Douglas.

Lot 14, du 3e rang, à Albert A. Briand.

Canton Lepage.

Lot 2, du 3e rang N. O., à Jos. Rivard.

Canton McNider.

Lot 23, du 11e rang, à Omer Joneas.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 8 février 1902.

701

Demande à la Législature

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie dans les buts suivants :

1° Pour autoriser la compagnie à construire ses travaux et écluses soit sur l'une ou l'autre ou les deux rives de la rivière Saint-Maurice.

2° Pour entrer sur les chemins publics et places publiques pour y construire et maintenir ses lignes, poteaux pour fils métalliques, conduits, tuyaux et autres appareils.

Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the first year of Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

698

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Awantjish.

Lot 36, of 2nd range, to Pierre Bélanger.

Township Cabot.

Lot 39, of N. E. range, K road, to Zénon Gendron.

Township Humqui.

7th range.

Lot 12, to Maurice Turbide.

Lot 13, to J. Bte Michaud.

Lot 14, to Ad. Therriault.

Lot 15, to M. Arsenault.

Lot 16, to Henri Richard.

Lot 17, to P. O. Turbide.

8th range.

Lot 12, to Alf. Poitras.

Lot 13, to Jos. L'Abbé.

Lot 14, to Nap. Gaze.

Lot 16, to Frs. Jalbert.

Lot 17, to Jos. Bédard.

6th range.

Lot 32, to J. N. Leblanc.

Lot 33, to Alcide Daigle.

Township Douglas.

Lot 14, of 3rd range, to Albert A. Briand.

Township Lepage.

Lot 2, of 3rd range N. W., to Jos. Rivard.

Township McNider.

Lot 23, of 11th range, to Omer Joneas.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 8th February, 1902.

702

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that the Shawinigan Water and Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the company's charter in the following respects :

1. To enable the company to construct its works and dams on either or both banks of the river Saint Maurice.

2. To enter upon highways and public places for constructing and maintaining thereon its lines, wires poles, conducts, pipes and other appliances.

- 3° Pour ratifier l'émission du stock payé.
 4° Les formalités devant être faites avant la construction d'aucun de ses travaux.
 5° L'inspection des dits travaux et appareils.
 6° L'expropriation des terres requises pour ses opérations.
 7° Les endroits dans lesquels elle peut conduire l'électricité et pour d'autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
 & HENEKER,
 Solliciteurs des requérants.
 Montréal, 6 février 1902. 703

3. To ratify the issue of paid up stock.
 4. The formalities to be carried out previous to the construction of any of its works.
 5. The inspection of said works and appliances.
 6. The expropriation of lands required for its operations.
 7. The localities in which it may conduct electricity and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
 & HENEKER
 Solicitors for applicants.
 Montreal, 6th February, 1902. 704

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 11.

Dame Marie-Louise Peltier, de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le district de Sainte-Hyacinthe, épouse commune en biens de Michel Tanguay, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Rosalie, mais temporairement résidant dans le canton de Garthby, district de Saint-François, et dûment autorisée,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Michel Tanguay, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.
 LUSSIER & GENDRON,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 31 janvier 1902. 699

Province of Quebec, }
 District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 11.

Dame Marie Louise Peltier, of the parish of Sainte-Rosalie, in the district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Michel Tanguay, farmer, of the said parish of Sainte-Rosalie, but temporarily residing in the township of Garthby, district of Saint Francis, duly authorized,
 Plaintiff ;

vs.

The said Michel Tanguay, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this cause, to-day.
 LUSSIER & GENDRON,
 Attorneys for the plaintiff.
 Saint Hyacinth, 31st January, 1902. 700

Miscellaneous Notices

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 6

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—*Demande d'*—Divers lots de Saint-Médard de Warwick à la municipalité Chénier, comté d'Arthabaska, 371 ; Divers lots de Saint-Sauveur à la municipalité Mille-Isles, No 1, comté d'Argenteuil, 371.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 365.

AVIS :—Effets de bagage non réclamés, Ciedu chemin de fer du Pacifique Canadien, 390 ; Loi des différends ouvriers de Québec, 370 ; Résolution adoptée pour l'érection de la municipalité du canton de Maddington, 343 ;

AVIS DE CANCELLATION :—*Canton de* :—Awantjish, 409 ; Cabot, 409 ; Douglas, 409 ; Humqui, 409 ; Lepage, 409 ; McNider, 409.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL :—*Avis au sujet des* :—Sénat et Chambre des Communes, 372.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 375 ; Au sujet de la date de réception, 366 ; Conseil législatif, 373.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Jos. Germino à la pratique du notariat, 381 ; Admettre Jos. Nap. Landry à la pratique de médecine et de chirurgie, 377 ; Amender charte de

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

MUNICIPALITIES ANNEXED :—*Applying for* :—Several lots of Saint Médard de Warwick to the municipality of Chénier, county of Arthabaska, 371 ; Several lots of Saint Sauveur to the municipality Mille-Isles, No. 1, county of Argenteuil, 371.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices &c, 365.

NOTICES :—Articles of unclaimed baggage, Canadian Pacific Railway Coy, 390 ; The Quebec trade disputes' act, 370 ; Resolution adopted for the erection of the municipality of the township of Maddington, 343.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Township of* :—Awantjish, 409 ; Cabot, 409 ; Douglas, 409 ; Humqui, 409 ; Lepage, 409 ; McNider, 409.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P. :—*Notices respecting the* :—Senate and House of Commons, 372.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 375 ; Relating the date of reception, 366 ; Legislative Council, 373.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Jos. Germino to the practice as notary, 381 ; To admit Jos. Nap. Landry to the practice of medicine and surgery, 377 ; To amend charter of

l'Union Saint - Pierre de Montréal, 385 ; Amendement de l'acte d'incorporation, cité de Hull, 380 ; Amendement charte de la ville de Fraserville, 378 ; Amendement charte de la ville de Lévis, 381 ; Amendement charte de la Compton Ladies' College, 386 ; Amendement charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, 387 ; Amendement charte de la Cie de papier Rolland, 387 ; Amendement charte de la ville de Westmount, 386 ; Amendement l'acte d'incorporation de la Protestant Hospital for the insane, 382 ; Amendement charte de l'Association des Barbiers de la province de Québec, 378 ; Autorisant les municipalités et corporations à devenir actionnaires dans la Montreal Bridge Coy, 383 ; Beauharnois Heat, Light & Power Coy, 380 ; Canadian Electric Light Coy, 382 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 377 ; Cie de pulpe de Chicoutimi, 381 ; Cie de téléphone de Montmorency, 380 ; Corporation des huissiers du district de Montréal, 383 ; Demande d'emprunter une somme par la cité de Québec, 384 ; Extension de temps à la The Saint Chrysostome Railway Coy, 383 ; Etablissement d'un bureau d'enregistrement, etc., à Shawinigan Falls, 386 ; Incorporer la société d'administration générale, 377 ; Incorporation de Kamou-Tem-Littoral Electrique, 388 ; Incorporer la Cie d'exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, 384 ; Incorporer The Matthew Moody & Sons Co, 383 ; Incorporer Les disciples de Saint-Antoine de Padoue, 379 ; Incorporer l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal, 382 ; Incorporation de Saint Ann Coy, 384 ; Incorporer la Cie électrique de Beauce, 389 ; Les curé et marguilliers de la paroisse de Labelle, 387 ; Loi divisant la municipalité de Saint-Malo, 379 ; L'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal, 382 ; Loi pour inclure le comté de Lotbinière et la ville de Lévis pour l'entretien du pont Garneau, 381 ; L'Union mutuelle Universelle, 380 ; Modifier charte compagnie hypothécaire, 379 ; North Shore Power Coy, 383 ; Pour changer le testament de H. Balcer, 385 ; Passer loi pour définir droits dans cimetières N.-D. des Neiges, 385 ; Pouvoir d'hypothéquer certains immeubles de la succession Beaudry, pour fins municipales, 378 ; Power, Pulp & Paper Coy of North America, 379 ; Ratifier et confirmer règlement No 263, etc., 378 ; Ratifiant la vente de certains terrains au chemin de fer de Québec et Lake Saint-Jean, 389 ; Refonte de la loi incorporant la ville de Lachine, 378 ; Séparer l'Ile D'Anticosti du comté de Saguenay, 380 ; Succession Beaudry pour obtenir certains pouvoirs, 379 ; Shawinigan Carbide Coy, 390 ; Shawinigan Terminal Railway Coy, 379 ; Shawinigan Water & Power Coy, 409 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 377 ; The Levis Railway County Coy, 381 ; The Montreal Railway Coy, 380 ; The New Richmond Lumber Coy, 385.

FAILLIS : — Barry, 396 ; Bellavance & Frère, 396 ; Bulmer & Co., 399 ; Carroll, 398 ; Dme Decoteau, 397 ; Delisle, 397 ; Dickson, 398 ; Giroux, 395 ; Henderson, 398 ; Jellayman & Coy, 399 ; Lacombe, 397 ; Laporte, 398 ; Lebel, 396 ; Lefkowitz & Co., 397 ; Mendelsohn, 396 ; Moisan, 396 ; Mullen, 397 ; Pigeon, 399.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Chaleurs Bay Mills, 393 ; Granda Hermanos Y Ca, 394 ; Journal of Commerce Coy, 393 ; The Chapman-Dart Co., Ltd., 392 ; The Delfosse Coy, 395 ; The T. F. Moore Coy, 395.

LETTRES PATENTES ÉMISSES : — La Cie A. C. Lavière, 370 ; La Cie F. X. Bertrand, 369 ; The Laineau Manufacturing Coy, 370.

l'Union Saint Hierre de Montréal, 385 ; To amend the act of incorporation, city of Hull, 380 ; To amend charter of the town of Fraserville, 378 ; To amend charter of the town of Lévis, 381 ; To amend charter of the Compton Ladies' College, 386 ; To amend charter of the city of Sainte Cunégonde de Montreal, 387 ; To amend charter of the Rolland Paper Coy., 387 ; To amend charter of the town of Westmount, 386 ; To amend the act of incorporation of the Protestant Hospital for the insane, 382 ; To amend charter of the Provincial Barbers Association of the province of Quebec, 378 ; Authorizing the municipalities and corporations to become shareholders in the Montreal Bridge Coy, 383 ; Beauharnois Heat, Light & Power Coy, 380 ; Canadian Electric Light Coy, 382 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 377 ; Cie de pulpe de Chicoutimi, 381 ; Cie de téléphone de Montmorency, 380 ; Corporation of bailiffs of the district of Montreal, 383 ; Application to borrow a sum by the city of Quebec, 384 ; Extension of time to The Saint Chrysostome Railway Coy, 383 ; Establishment of a registration office, &c., at Shawinigan Falls, 386 ; To incorporate la société d'administration générale, 377 ; Incorporation of Kamou-Tem Littoral Electrique, 388 ; To incorporate the Cie d'exposition agricole et industrielle de Saint Jean, 384 ; To incorporate The Matthew Moody & Sons Coy, 383 ; To incorporate The Followers of Saint Anthony of Padoue, 379 ; To incorporate l'Association des boulangers de la cité de Montreal, 382 ; Incorporation of Saint Ann Coy, 384 ; To incorporate the Beauce Electric Coy, 389 ; The curé and churchwardens of the parish of Labelle, 389 ; Act dividing the municipality of Saint Malo, 379 ; The temperance, literary, musical and athletic association of Montreal, 382 ; Law to include the county of Lotbinière and the town of Lévis for the maintenance of Garneau bridge, 381 ; L'Union Mutuelle Universelle, 380 ; To modify charter of the mortgage Coy, 369 ; North Shore Power Coy, 383 ; To change the last will of H. M. Balcer, 385 ; To pass a bill to define rights in the cemetery of N.D. des Neiges, 385 ; Right to hypothecate certain immovables of the estate Beaudry, for municipal purposes, 378 ; Power Pulp & Paper Coy of North America, 379 ; To ratify and confirm by-law N. 263, &c., 378 ; Ratifying the sale of certain lands to the Quebec & Lake Saint John Railway, 389 ; Consolidation of the law incorporating the town of Lachine, 378 ; To separate the Island of Anticosti from the county of Saguenay, 380 ; Estate Beaudry to obtain certain powers, 379 ; Shawinigan Carbide Coy, 390 ; Shawinigan Terminal Railway Coy, 379 ; Shawinigan Water & Power Coy, 409 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 377 ; The Levis Railway County Coy, 381 ; The Montreal Railway Coy, 380 ; The New Richmond Lumber Coy, 385.

INSOLVENTS : — Barry, 396 ; Bellavance & Frère, 396 ; Bulmer & Co., 399 ; Carroll, 398 ; Dme Decoteau, 397 ; Delisle, 397 ; Dickson, 398 ; Giroux, 395 ; Henderson, 398 ; Jellayman & Coy, 399 ; Lacombe, 397 ; Laporte, 398 ; Lebel, 396 ; Lefkowitz & Co., 397 ; Mendelsohn, 396 ; Moisan, 396 ; Mullen, 397 ; Pigeon, 399.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Chaleurs Bay Mills, 393 ; Granda Hermanos Y. Ca., 394 ; Journal of Commerce Coy, 393 ; The Chapman-Dart Co., Ltd., 392 ; The Delfosse Coy, 395 ; The T. F. Moore Coy, 395.

LETTERS PATENT ISSUED : — La Cie A. C. Lavière, 370 ; La Cie F. X. Bertrand, 369 ; The Laineau Manufacturing Coy, 370.

LIQUIDATION :—The Sunlight Gas Co., Ltd., 398 ;
Victoria-Montreal Fire Insurance Coy, 399.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—
De François Théophile Langevin et Jos. Napo-
léon Colpron à Camille Perrault, 371.

NOMINATIONS :—Conseillers municipaux :— Saint-
François, Rivière du Sud, comté Montmagny,
365.

Coroner-conjoint :—District de Trois-Rivières,
365.

Juges de paix :—Beauharnois, 365 ; Gaspé, 365 ;
Joliette, 365.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres pour
la dépêche des affaires, 369.

Cadastre :—Canton de Brompton, comté de Rich-
mond, 366 ; Erection civile de la paroisse de
Saint-Alphonse de Ligouri, comté de Bonaven-
ture, 407.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Chapleau vs Pepin,
391 ; Goodhue vs Stockwell, 392 ; Grenier vs
Fournier, 391 ; Lacroix vs Masseau, 391 ;
Laforce vs Dufour, 392 ; Lebeau vs Léveillé,
391 ; Longtin vs Lefebvre, 392 ; Pelletier vs
Tanguay, 410 ; Savaria vs Aubertin, 390 ;
Turner vs Descheneaux, 391.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Hébert
vs Michaud, 391.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEDFORD :—Dme Wood vs Scott, 400.

CHICOUTIMI :—Larochelle vs Harvey, 401.

MONTMAGNY :—Dme Talbot vs Parent, 401.

MONTREAL :—Dmes Côté vs Barnes, 402 ; Jetté,
vs Papineau, 403 ; L'honorable Masson vs
Dme Thompson, 401 ; Lorrain vs Plouffe, 403 ;
People's Mutual Building Society vs Watmuff,
403 ; Scott vs Myre, 404 ; Succ. Weir, failli,
405 ; The Reliance Loan Savings Coy of
Ontario vs héritiers Bissonnette, 402.

OTTAWA :—Garand et al vs Conroy et al, 406.

QUEBEC :—Casgrain & Lavery vs Mathieu, 406.

SAINT-HYACINTHE :—Dme Wells vs St. Germain
& Benoit, 407.

LIQUIDATION :—The Sunlight Gas Co., Ltd., 398 ;
Victoria-Montreal Fire Insurance Coy, 399.

MINUTES OF NOTARIES, APPLYING FOR :— From
François Théophile Langevin and Jos. Napo-
léon Colpron to Camille Perrault, 371.

APPOINTMENTS :—Municipal councillors :— Saint
Francis, Rivière du Sud, county Montmagny,
365.

Joint coroner :—District of Three Rivers, 365.

Justices of the peace :—Beauharnois, 316 ; Gaspé,
365 ; Joliette, 365.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked for the
despatch of business, 369.

Cadastre :—Township of Brompton, county of Rich-
mond, 366 ; Civil erection of the parish of
Saint Alphonse de Ligouri, county of Bonaven-
ture, 407.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Chapleau vs
Pepin, 391 ; Goodhue vs Stockwell, 392 ; Gre-
nier vs Fournier, 391 ; Lacroix vs Masseau,
391 ; Laforce vs Dufour, 392 ; Lebeau vs
Léveillé, 391 ; Longtin vs Lefebvre, 392 ;
Pelletier vs Tanguay, 410 ; Savaria vs Aubert-
tin, 390 ; Turner vs Descheneaux, 391.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Hébert
vs Michaud, 391.

SHERIFF'S SALES :

BEDFORD :—Dme Wood vs Scott, 400.

CHICOUTIMI :—Larochelle vs Harvey, 401.

MONTMAGNY :—Dme Talbot vs Parent, 401.

MONTREAL :—Dmes Côté vs Barnes, 402 ; Jetté
vs Papineau, 403 ; L'honorable Masson vs
Dme Thompson, 401 ; Lorrain vs Plouffe, 403 ;
People's Mutual Building Society vs Watmuff,
403 ; Scott vs Myre, 404 ; Estate Weir, insol-
vent, 405 ; The Reliance Loan Savings Coy of
Ontario vs heirs Bissonnette, 402.

OTTAWA :—Garand et al vs Codroy et al, 406.

QUEBEC :—Casgrain & Lavery vs Mathieu, 406.

SAINT HYACINTH :—Dme Wells vs St. Germain
& Benoit, 407.